



L'économie franco-ontarienne

.....

LIVRE BLANC

Juin 2022

Assemblée
de la francophonie de l'Ontario



Fédération des gens
d'affaires francophones
de l'Ontario



Message conjoint des présidents

Saisir l'avantage francophone, synonyme d'être ouvert aux affaires!

La communauté franco-ontarienne est une communauté d'entrepreneures et d'entrepreneurs. Elle est une force économique. L'Ontario compte sur plus de **30 000 entreprises francophones**. La main-d'œuvre francophone et bilingue contribue pour plus de **80 milliards de dollars au produit intérieur brut** de l'Ontario, ce qui représente **12 % du PIB** de la province.

Alors que le monde se déconfiner, il est important que la communauté franco-ontarienne travaille de pair avec les différents paliers gouvernementaux pour capitaliser sur nos acquis et renforcer nos assises. Ici comme ailleurs, la compétition sera féroce. À divers degrés, l'inflation touche de nombreux pays. L'économie à l'échelle mondiale a été malmenée après deux ans de pandémie. La reprise est amorcée. La francophonie internationale représente un potentiel de croissance important pouvant permettre à l'Ontario de solidifier sa position comme moteur économique canadien, les entreprises francophones exportant moins que la moyenne de la province. Saisir son avantage francophone contribue à transmettre le signal que l'Ontario est ouvert aux affaires!

Nous devons capitaliser sur l'avantage francophone. Après tout, la langue est le facteur influençant le plus les échanges économiques après la proximité géographique.

En parcourant ce Livre blanc, vous serez à même de constater que les entreprises francophones n'ont rien à envier aux autres. La proportion d'entreprises francophones demeure **stable** et représente la moitié des entreprises francophones hors-Québec. Plusieurs **prospèrent**, nos entreprises étant proportionnellement plus nombreuses à générer des revenus de plus de 50 000 \$.

Malgré un bilan de santé positif, des défis pointent à l'horizon. Nous constatons que les femmes et les immigrantes et immigrants francophones possédant une entreprise ont été plus durement touchés par la pandémie et ont besoin d'aide particulière. La pénurie de main-d'œuvre francophone et bilingue s'est accentuée, ralentissant ainsi l'expansion de nos entreprises privées, tout en rendant la vie difficile aux gouvernements à trouver du personnel pouvant travailler en français. La relève entrepreneuriale est un sujet sur lequel on doit travailler dès maintenant à cause de l'âge de nos entrepreneures et entrepreneurs, surtout dans le milieu de l'agriculture.

La documentation et les données sur l'économie franco-ontarienne étant rares, il devenait impératif de dresser un portrait de notre économie. Mobilisée par la Fédération des gens d'affaires francophones de l'Ontario (FGA), la communauté d'affaires exprimait le besoin d'un premier portrait de l'économie franco-ontarienne en vue d'identifier des pistes de solution pour stimuler la croissance



ÉCONOMIE

de nos entreprises et de l'économie de la province dans son ensemble. La FGA et l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario (AFO) ont décidé de s'unir pour présenter ce livre blanc.

Nous souhaitons que ce document aide les efforts de l'Ontario français à prospérer et à participer aux succès économiques de l'Ontario et de l'ensemble du pays.

Les présidents,

Carol Jolin
Assemblée de la francophonie de l'Ontario

Dominic Mailloux
Fédération des gens d'affaires
francophones de l'Ontario



Table des matières

| | |
|--|----|
| Sommaire | 6 |
| I. Contexte | 8 |
| Méthodologie | 9 |
| Limites | 10 |
| I. État des lieux | 12 |
| 2.1 Portrait des entreprises francophones en Ontario | 12 |
| 2.2 Portrait des travailleurs francophones ou bilingues en Ontario | 23 |
| 2.3 Constats de l'analyse | 30 |
| II. Enjeux stratégiques | 35 |
| 3.1 Accroître le bassin de travailleurs bilingues dans les secteurs névralgiques .. | 35 |
| 3.2 Bâtir la relève entrepreneuriale francophone | 38 |
| 3.3 Créer les conditions propices à la conquête de marchés francophones | 39 |
| 3.4 Stimuler la croissance entrepreneuriale au féminin | 41 |
| 3.5 Favoriser l'essor entrepreneurial chez les immigrants | 42 |
| Conclusion | 44 |
| Annexe | 45 |
| Tableau récapitulatif des recommandations | 45 |
| Bibliographie | 48 |

Dans le présent document, le masculin est utilisé dans le seul but d'alléger le texte.



Sommaire

La Fédération des gens d'affaires francophones de l'Ontario (FGA), nouvel organisme ayant vu le jour en janvier 2021 et représentant déjà plus de 4 000 PME francophones à travers la province, s'est associée à l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario à l'été 2021 pour élaborer un livre blanc sur l'économie franco-ontarienne.

L'économie francophone en Ontario est alimentée par les entreprises ayant un ou plusieurs propriétaires de langue maternelle française ou dont l'une des langues parlées est le français, ainsi que par les travailleurs bilingues. Aux fins de notre analyse, **nous utilisons le terme « entreprise francophone » pour définir une entreprise détenue en totalité ou en partie par des francophones.** Selon un rapport produit par Statistique Canada en janvier 2022, 4,3 % des entreprises constituées en société en Ontario avaient au moins un propriétaire membre de la communauté de langue officielle minoritaire en 2017. Il s'agit en tout de 30 150 entreprises, soit près de 50 % des entreprises francophones à l'extérieur du Québec.

Dans le domaine agricole, la proportion de fermes ayant une personne de langue française comme propriétaire en 2016 était inférieure à la proportion d'entreprises francophones dans la province, soit 3,6 % ou 1 810 exploitations agricoles. À titre indicatif, selon les données de Statistique Canada, 4,1 % de la population de l'Ontario était de langue française en 2016¹. En ce qui concerne les travailleurs bilingues, près de 1 million d'entre eux (908 420 personnes), soit 11,6 % de la main-d'œuvre, étaient francophones ou bilingues en 2016. Leur apport économique représentait une tranche de 12,1 % du PIB de la province, soit près de 80 milliards de dollars. Notre analyse a permis de tirer plusieurs constats.

La proportion d'entreprises francophones est demeurée stable de 2010 à 2017 dans la province, mais la région du Nord accuse un léger déficit quant à la proportion d'entreprises appartenant à au moins un francophone comparativement à la proportion de francophones dans cette région.

La proportion d'entreprises créatrices d'emplois est plus importante chez les francophones que chez les non-francophones. De plus, ces entreprises sont proportionnellement plus nombreuses à générer des revenus supérieurs à 50 000 \$. Au contraire, les exploitants agricoles de langue française sont plus nombreux à générer de faibles revenus comparativement aux fermes de l'ensemble de la

¹ Selon les données de Statistique Canada, 4,1 % de la population de l'Ontario était de minorité de langue officielle en 2016.



ÉCONOMIE

province, et ce, même si la superficie de leur propriété est plus importante que celle des fermes non exploitées par des francophones.

L'âge des entrepreneurs et des exploitants agricoles est préoccupant pour les entreprises francophones, principalement en région rurale dans le Nord et l'Est de la province. Selon les estimations, la proportion de PME francophones exportatrices est inférieure à celle de l'ensemble des PME de la province. Le taux de participation féminine à la propriété est semblable chez les PME francophones et chez les PME non francophones, mais il demeure largement inférieur à la place que les femmes occupent au sein de la population générale. De plus, selon les renseignements disponibles à l'heure actuelle, la pandémie pourrait avoir touché plus durement les femmes francophones propriétaires que les hommes.

Aucune donnée précise n'est disponible concernant les entreprises appartenant à des personnes immigrantes francophones en Ontario. La proportion de propriétaires d'entreprise nés à l'extérieur du Canada, toutes langues confondues, est comparable à leur poids au sein de la population, mais ces entreprises sont beaucoup plus nombreuses à compter un employé ou moins. Les études démontrent que les entrepreneurs immigrants ont été durement touchés par la pandémie, au même titre que les femmes entrepreneures.

Malgré le fait que les travailleurs francophones ou bilingues constituent un rouage essentiel de l'économie de la province, une analyse initiale des secteurs d'activité a mis en exergue une pénurie importante de travailleurs dans les domaines de l'administration et de l'éducation, ainsi qu'une sous-représentation des travailleurs bilingues dans les secteurs primaires, la construction, les services publics, le commerce, le transport et la distribution, ainsi que le tourisme. Des études sectorielles réalisées au cours des dernières années dans le domaine de la santé et de la petite enfance mettent en évidence de réelles lacunes dans plusieurs régions de la province.

À partir des données et constats exposés aux pages précédentes, nous avons cerné cinq enjeux prioritaires pour le développement de l'économie franco-ontarienne :

- Accroître le bassin de travailleurs bilingues dans les secteurs névralgiques
- Bâtir la relève entrepreneuriale francophone
- Créer les conditions propices à la conquête de marchés francophones
- Stimuler la croissance entrepreneuriale au féminin
- Favoriser l'essor entrepreneurial chez les immigrants

Pour chacun des enjeux, nous présentons des cibles à atteindre, des pistes à suivre et des recommandations d'actions pour y arriver.



I. Contexte

La Fédération des gens d'affaires francophones de l'Ontario (FGA) a vu le jour le 1^{er} janvier 2021. Des regroupements de gens d'affaires de partout en province ont décidé de conjuguer leurs efforts pour fonder un organisme phare chargé d'appuyer le développement de la francophonie économique. Un an et demi après sa fondation, la FGA compte 14 membres associatifs, 28 membres corporatifs ou institutionnels et plusieurs membres individuels. Forte de ces premières adhésions, la FGA représente déjà plus de 4 000 PME francophones à travers la province.

L'un des premiers projets clés de la FGA est la réalisation d'un portrait de l'économie franco-ontarienne afin de cibler les grands enjeux à traiter en priorité pour renforcer l'écosystème économique francophone de la province. Une première analyse de l'information a été effectuée au printemps 2021 à partir des données de l'Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises. La FGA s'est ensuite tournée vers des analyses supplémentaires ciblant plus précisément les petites et moyennes entreprises (PME).

À l'été 2021, la FGA s'est associée à l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario (AFO), l'organisme porte-parole des 744 000 Franco-Ontariennes et Franco-Ontariens, pour élaborer un livre blanc portant sur l'économie franco-ontarienne.

Depuis octobre 2014, l'AFO a publié six livres blancs en collaboration avec des partenaires communautaires de différents secteurs. Ces livres blancs abordent les enjeux dans les domaines de la santé (2), de l'immigration, des arts et de la culture, des médias et des aînés.

Pour réaliser le présent livre blanc sur l'économie franco-ontarienne, l'AFO et la FGA ont retenu les services du cabinet-conseil Axion, auteur du *Profil sommaire de l'économie franco-ontarienne*² publié au printemps 2021 pour la FGA. Les objectifs de la présente démarche sont les suivants :

- Élaborer le profil de l'économie francophone en Ontario à partir de données probantes ciblant spécifiquement la province;
- Approfondir les enjeux cernés dans le *Profil sommaire de l'économie franco-ontarienne*;
- Proposer une stratégie de relance économique francophone.

² Fédération des gens d'affaires francophones de l'Ontario. *Profil sommaire de l'économie franco-ontarienne*, mars 2021, <https://fedefranco.ca/wp-content/uploads/2021/05/FGA-Profil-sommaire-de-leconomie-franco-ontarienne.pdf>, site consulté en avril 2022.



Méthodologie

La méthodologie consiste à analyser des données publiées par Statistique Canada, à obtenir des données précises pour la province à partir d'enquêtes nationales, et à analyser des informations obtenues en commande spéciale auprès d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada. L'information provient de quatre sources :

- Le *Portrait des travailleurs de langue française dans les industries agricole et agroalimentaire de l'Ontario, 2006 et 2016*,³ publié par Statistique Canada;
- L'Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises⁴ (de 1 à 499 employés et qui génèrent un revenu annuel brut de 30 000 \$ ou plus), produite par Statistique Canada en collaboration avec Innovation, Sciences et Développement économique Canada;
- Le rapport *Le bilinguisme anglais-français hors Québec : un portrait économique des bilingues au Canada*⁵ produit par le Conference Board du Canada et l'Association des collèges et universités de la francophonie canadienne (ACUFC) en novembre 2018;
- Un rapport produit par Statistique Canada pour Innovation, Sciences et Développement économique Canada en janvier 2022 et portant sur le potentiel et les limites de la définition des entreprises minoritaires de langue officielle au Canada⁶. L'analyse est fondée sur la Base de données canadienne sur la dynamique employeurs-employés (BDCEE) en utilisant principalement des données de 2017.

Des commandes spéciales auprès de Statistique Canada ont permis d'obtenir un complément d'information à l'égard des entreprises de 1 à 499 employés dont la personne principalement responsable de la prise de décision est de langue maternelle française, ainsi que des travailleurs francophones et bilingues de 15 ans ou plus en Ontario. Les données ont servi à élaborer le profil de l'économie francophone en Ontario et à valider les enjeux cernés dans le *Profil sommaire de*

³ Statistique Canada. *Portrait des travailleurs de langue française dans les industries agricole et agroalimentaire de l'Ontario, 2006 et 2016*, janvier 2021, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/89-657-x/89-657-x2021001-fra.pdf?st=VnTmg-La>, site consulté en avril 2022.

⁴ Statistique Canada et Innovation, Sciences et Développement économique Canada. *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises 2017*, novembre 2018, [https://www.ic.gc.ca/eic/site/061.nsf/vwapj/SFGSME-EFCPME_2017_fra_revised_March-21.pdf/\\$file/SFGSME-EFCPME_2017_fra_revised_March-21.pdf](https://www.ic.gc.ca/eic/site/061.nsf/vwapj/SFGSME-EFCPME_2017_fra_revised_March-21.pdf/$file/SFGSME-EFCPME_2017_fra_revised_March-21.pdf), site consulté en avril 2022.

⁵ Conference Board du Canada. *Le bilinguisme anglais-français hors Québec : un portrait économique des bilingues au Canada*, novembre 2018, https://acufc.ca/wp-content/uploads/2019/01/Etude-Bilinguisme-Conference-Board_2018.11.pdf, site consulté en avril 2022.

⁶ Statistique Canada, *Official language minority business definitions – potential and limitations*, janvier 2022 (document non publié), consulté en avril 2022.



ÉCONOMIE

l'économie franco-ontarienne réalisé au printemps 2021. Les stratégies de relance économique francophone proposées sont arrimées à ces enjeux. Les stratégies ont été validées auprès de joueurs clés de l'économie francophone en Ontario.

Limites

La définition de ce qu'est une entreprise francophone a été établie en 2012 par le RDÉE Canada, en collaboration avec des chercheurs universitaires :

« L'entreprise francophone est une unité organisationnelle dont le contrôle direct effectif de l'affectation de toutes ses ressources et activités s'effectue majoritairement par des administrateurs et dirigeants localisés en milieu minoritaire et dont la première langue officielle parlée est le français⁷. »

Les agences gouvernementales s'interrogent encore sur la faisabilité d'attribuer des caractéristiques linguistiques aux entreprises. Ce faisant, il est encore difficile d'obtenir des données détaillées au sujet des entreprises francophones.

L'Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises produite en 2017 et révisée en 2019 par Statistique Canada en collaboration avec Innovation, Sciences et Développement économique Canada recense les entreprises selon la langue maternelle de la personne principalement responsable de la prise de décision.

Plus récemment, à l'hiver 2021, Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada ainsi qu'Innovation, Sciences et Développement économique Canada produisaient le *Portrait des travailleurs de langue française dans les industries agricole et agroalimentaire de l'Ontario, 2006 et 2016* en utilisant la première langue officielle parlée du premier exploitant agricole indiqué sur le formulaire du recensement de l'agriculture. Cette étude a permis de recenser les fermes exploitées par une personne de langue française.

Finalement, à l'hiver 2022, une étude réalisée par Statistique Canada pour Innovation, Sciences et Développement économique Canada examinait la faisabilité d'intégrer les caractéristiques linguistiques dérivées des données sur la population aux entreprises afin de cerner les entreprises pouvant être associées aux minorités de langue officielle. Trois définitions ont été utilisées pour calculer le nombre d'entreprises francophones : la langue maternelle de l'un des propriétaires; la

⁷ RDÉE Canada. *Livre blanc : Prospérité économique des francophones et Acadiens*, janvier 2016, p. 30.



ÉCONOMIE

première langue officielle parlée de l'un des propriétaires; et la langue utilisée à la maison de l'un des propriétaires.

Dans le présent livre blanc, nous analysons et comparons les données obtenues à partir des trois sources afin de dresser le portrait le plus complet possible des entreprises francophones en Ontario.

De même, il y a une distinction entre le fait de s'autodéclarer bilingue et la nécessité d'être bilingue pour occuper un emploi donné. Le rapport produit par le Conference Board du Canada et l'Association des collèges et universités de la francophonie canadienne fait état du nombre de personnes bilingues et non du nombre de personnes qui utilisent les deux langues officielles au travail. Il ne sera donc pas possible, avec les données disponibles, de déterminer avec certitude le nombre de postes ou les secteurs nécessitant un personnel bilingue en Ontario. C'est pourquoi nous compléterons notre analyse à l'aide d'autres données colligées par des commissions de formation locales ou régionales ou par d'autres instances de développement économique.



Source : Société économique de l'Ontario

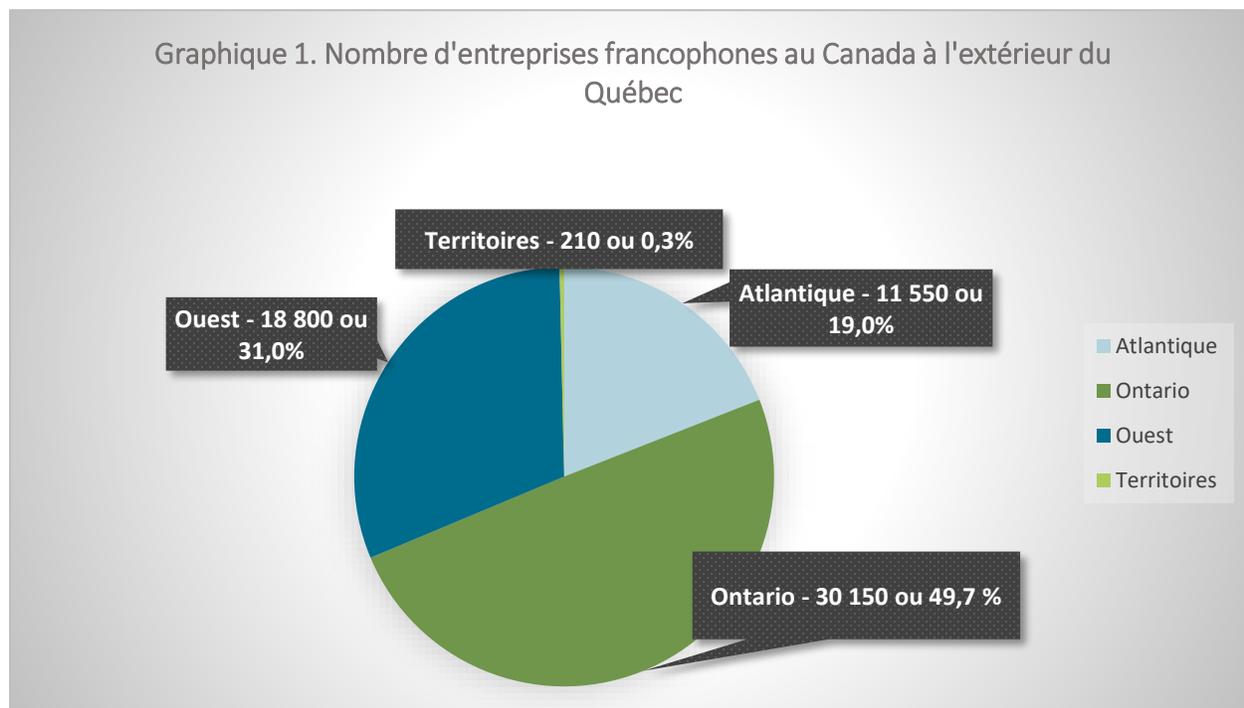


I. État des lieux

L'économie francophone en Ontario est alimentée par les entreprises ayant un ou plusieurs propriétaires de langue maternelle française ou dont l'une des langues parlées est le français, ainsi que par les travailleurs bilingues. Aux fins de notre analyse, nous utiliserons le terme « entreprise francophone » pour définir une entreprise détenue en totalité ou en partie par des francophones.

2.1 Portrait des entreprises francophones en Ontario

Selon le rapport produit par Statistique Canada pour Innovation, Sciences et Développement économique Canada en janvier 2022, 4,3 % des entreprises incorporées en Ontario avaient au moins un propriétaire membre de la communauté de langue officielle minoritaire en 2017. Il s'agit en tout de 30 150 entreprises, soit tout près de 50 % des entreprises francophones à l'extérieur du Québec⁸. De 2010 à 2017, la proportion d'entreprises francophones en Ontario est demeurée stable à 4,3 %. À titre indicatif, 4,1 % de la population de l'Ontario était de langue française en 2016⁹.



⁸ Statistique Canada, *Official language minority business definitions – potential and limitations*, op. cit., p. 25.

⁹ Commissariat aux langues officielles. *Infographie : Le fait français en Ontario*, <https://www.clo-ocol.gc.ca/fr/statistiques/infographies/presence-francophone-ontario>, site consulté en avril 2022.



Le rapport publié par la FGA en mars 2021 estimait le nombre d'entreprises francophones à 18 875, soit 4,2 % des 449 398 entreprises de la province¹⁰ employant de 1 à 499 travailleurs. Les entreprises francophones sont celles dont la personne principalement responsable de la prise de décision a le français comme langue maternelle¹¹.

Dans son analyse de janvier 2022, Statistique Canada élargit le bassin pour inclure les entreprises constituées en société n'ayant aucun employé ou dont le chiffre d'affaires est inférieur à 30 000 \$. Statistique Canada ajoute la caractéristique de première langue officielle parlée par au moins un des propriétaires plutôt que de se limiter à la langue maternelle de la personne principalement responsable de la prise de décision.

La base de données canadienne sur la dynamique employeurs-employés (BDCEE) utilisée dans le cadre de l'analyse de janvier 2022 inclut également les entreprises non constituées en société, comme des entreprises à propriétaire unique (par exemple : dépanneurs, traiteurs, services d'entretien ménager, etc.). Les auteurs du rapport n'ont pas inclus ces entreprises à cause de leur structure de propriété plus complexe et des informations financières moins fiables¹². Les auteurs estiment toutefois que la proportion d'entreprises francophones demeurerait à environ 4,3 % même si on incluait ces entreprises¹³.

Dans le domaine agricole, la proportion de fermes ayant une personne de langue française comme propriétaire en 2016 était inférieure à la proportion d'entreprises francophones dans la province, soit 3,6 % ou 1 810 exploitations agricoles¹⁴.

Le graphique suivant présente la proportion de PME en Ontario et dans les régions du Nord (2 régions métropolitaines de recensement), du Sud (14 régions métropolitaines de recensement, incluant l'Est et le Centre) et de la région métropolitaine de recensement de Toronto, en fonction de la langue maternelle de la personne principalement responsable de la prise de décision. Ces données sont

¹⁰ Gouvernement du Canada. *Principales statistiques relatives aux petites entreprises – 2020*, https://www.ic.gc.ca/eic/site/061.nsf/fra/h_03126.html, site consulté en avril 2022.

¹¹ Fédération des gens d'affaires francophones de l'Ontario. *Profil sommaire de l'économie franco-ontarienne*, mars 2021, p. 9.

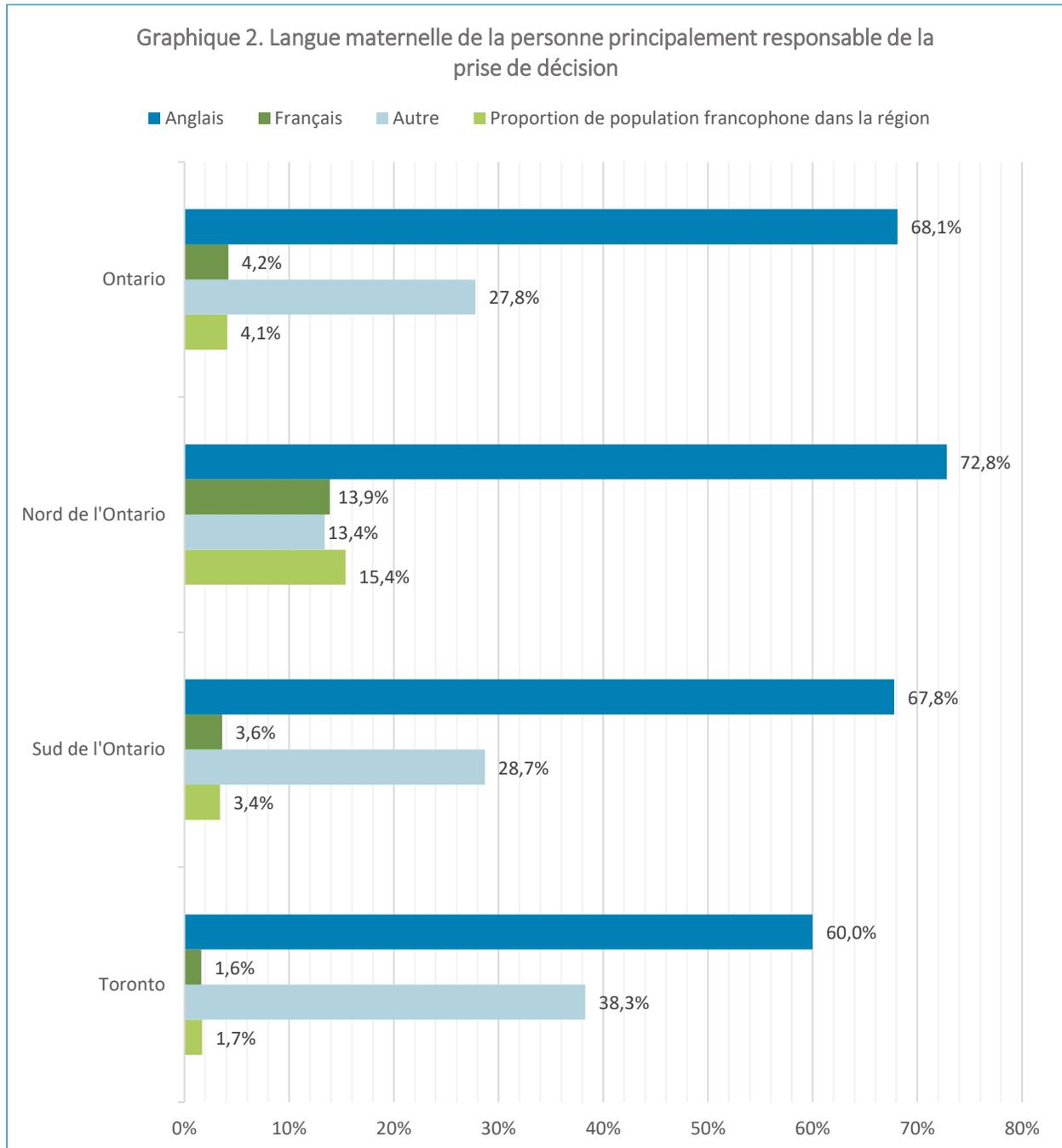
¹² Statistique Canada, *Official language minority business definitions – potential and limitations*, op. cit., p. 10.

¹³ *Ibid.*

¹⁴ Statistique Canada. *Portrait des travailleurs de langue française dans les industries agricole et agroalimentaire de l'Ontario, 2006 et 2016*, op. cit., p. 5.



tirées de l'Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises 2017, produite par Statistique Canada¹⁵.



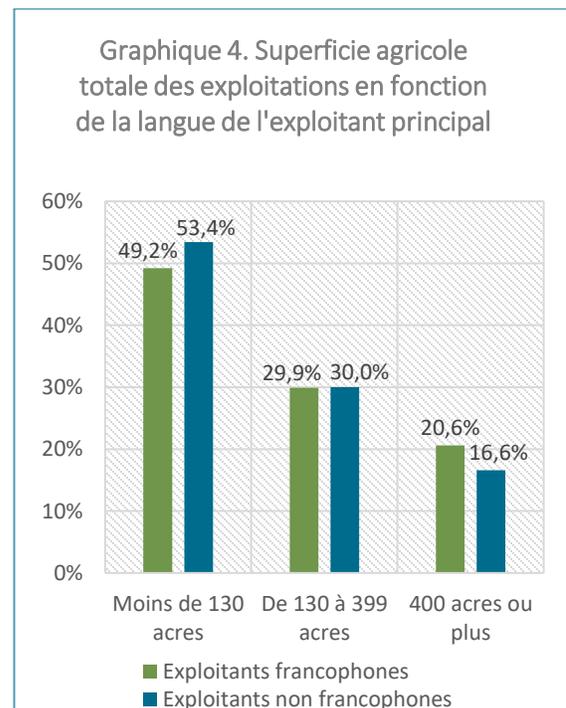
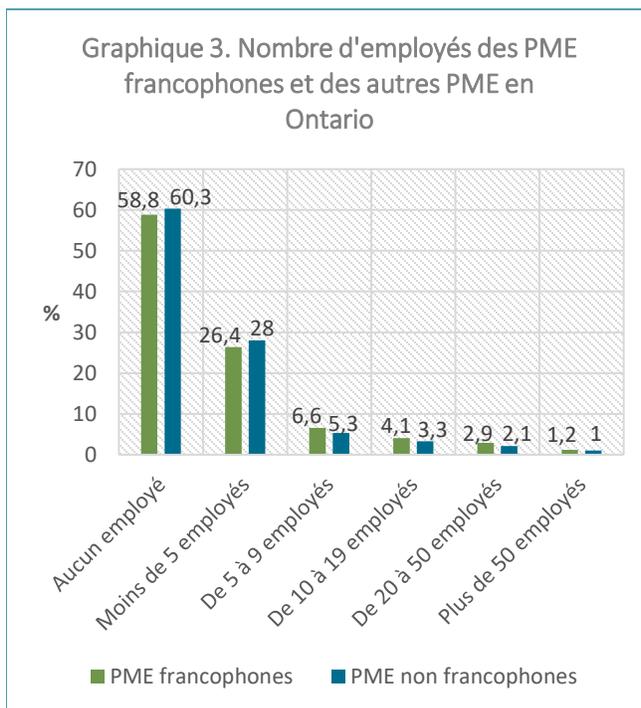
¹⁵ Statistique Canada et Innovation, Sciences et Développement économique Canada. *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises 2017*, op. cit., tableau 30.



ÉCONOMIE

On constate que la proportion d'entreprises francophones à l'échelle provinciale ou régionale est sensiblement la même que la proportion de population francophone. On observe cependant que dans le Nord de la province, la proportion d'entreprises francophones (13,9 %) est légèrement plus faible que la proportion de la population francophone (15,4 %).

Les graphiques suivants présentent l'envergure des entreprises en fonction du nombre d'employés ou de la superficie agricole totale. On peut ainsi observer que près de 9 entreprises sur 10, toutes langues confondues, comptent 5 employés ou moins en Ontario. À cet égard, il y a très peu de différences entre les PME francophones et les autres. Toutes proportions gardées, les entreprises francophones sont légèrement plus nombreuses dans les catégories de 5 à 50 employés (13,6 % des entreprises francophones contre 10,7 % des entreprises non francophones).



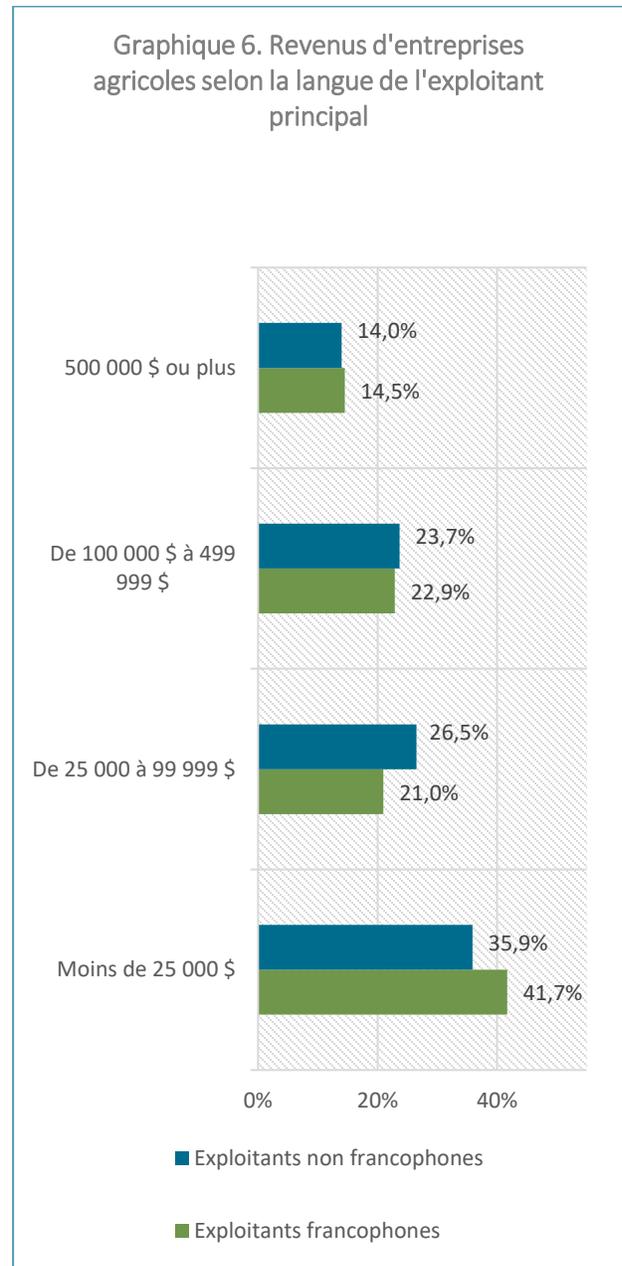
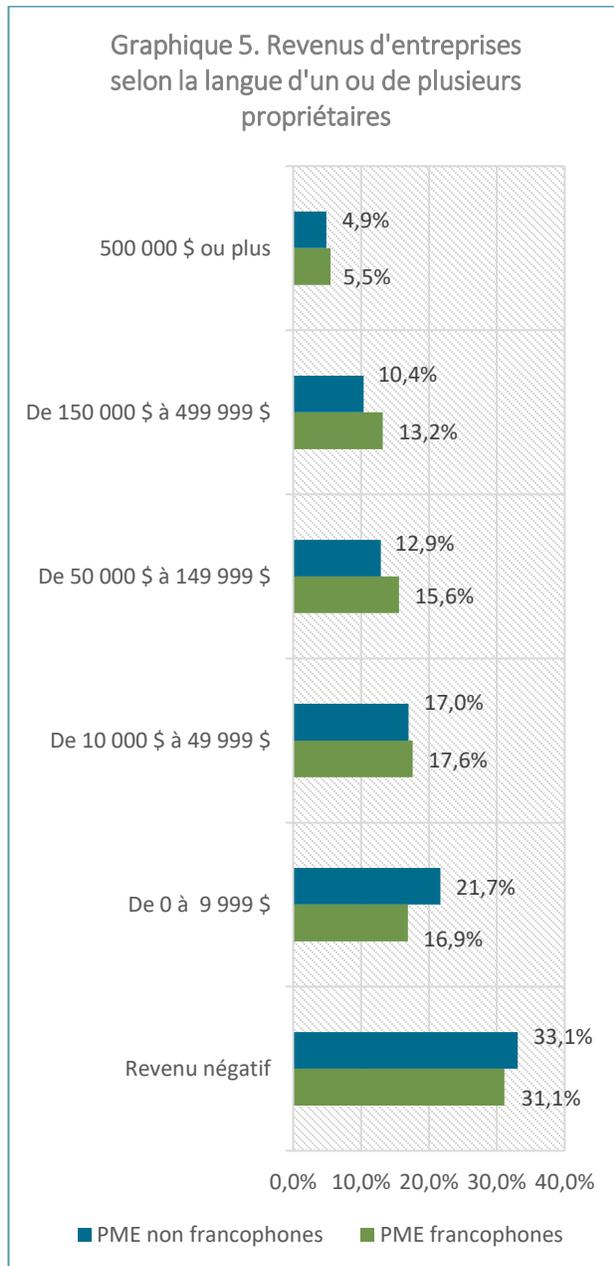
La situation est légèrement différente dans le milieu agricole, où environ une ferme sur deux, toutes langues confondues, a une superficie agricole supérieure à 130 acres. Proportionnellement, les exploitants agricoles francophones sont légèrement plus nombreux dans la catégorie des fermes de plus de 400 acres.

Quant aux revenus d'entreprise, les PME non francophones sont plus nombreuses à avoir touché un revenu négatif ou inférieur à 10 000 \$ en 2016. Plus du tiers (34,3 %) des PME francophones avaient des revenus supérieurs à 50 000 \$ en 2016, comparativement à 28,2 % des PME non francophones.



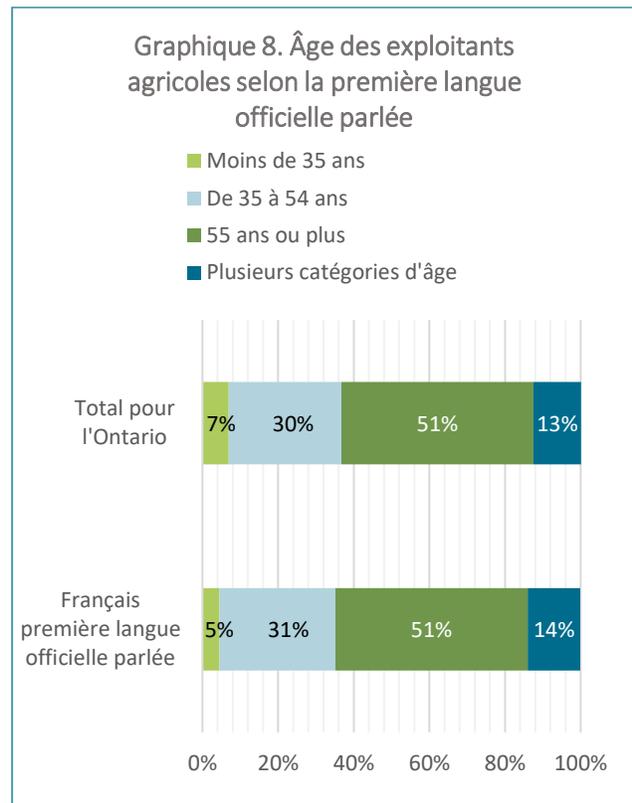
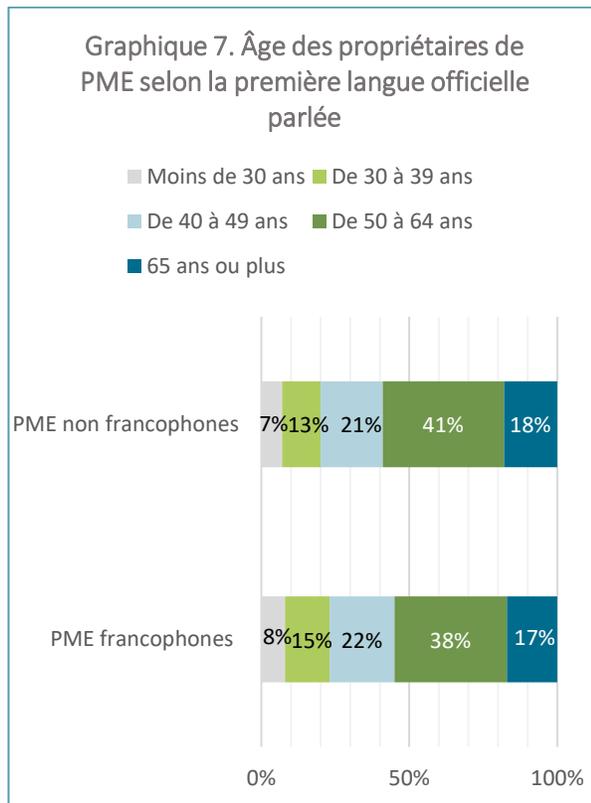
ÉCONOMIE

La situation est autre pour les exploitations agricoles dont l'exploitant principal est francophone. En effet, 41,7 % d'entre elles ont déclaré des revenus de moins de 25 000 \$ en 2016, contre 35,9 % des exploitations non francophones. Tout comme pour les PME francophones, la proportion d'entreprises et d'exploitations agricoles ayant amassé des revenus de plus de 500 000 \$ est légèrement plus importante chez les francophones que chez les anglophones.





En étudiant l'âge des entrepreneurs, on observe que la proportion de propriétaires âgés de 50 ans ou plus est similaire pour les PME francophones et pour les PME non francophones en Ontario. En effet, tout près de 6 PME sur 10 sont gérées par des personnes de 50 ans ou plus, toutes langues confondues. En fait, près de 1 PME sur 5 compte un propriétaire âgé de 65 ans ou plus. La proportion de PME ayant un propriétaire de moins de 30 ans est similaire chez les anglophones (7 %) et chez les francophones (8 %).



Les données pour le secteur agricole présentent un profil d'âge très similaire à celui des PME dans ce domaine, car plus de la moitié des exploitations agricoles de la province sont dirigées par des personnes de 55 ans ou plus, quelle que soit la première langue officielle parlée¹⁶. La proportion d'exploitants agricoles âgés de moins de 35 ans, donc membres de la relève, est inférieure chez les francophones (5 %) comparativement à chez les anglophones (7 %). La proportion de fermes multigénérationnelles est sensiblement la même chez les francophones (13 %) et chez les anglophones (14 %).

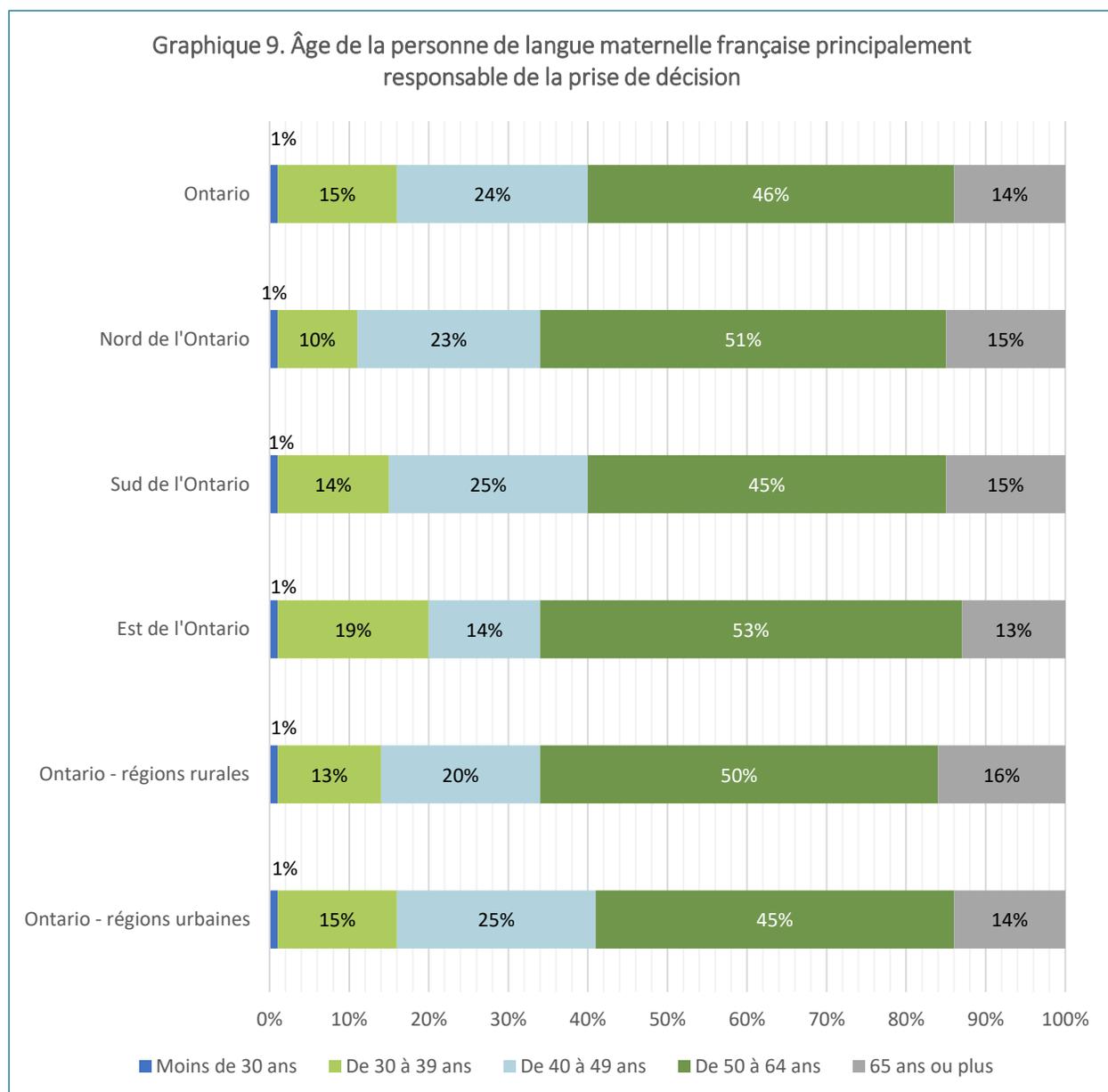
¹⁶ Statistique Canada. *Portrait des travailleurs de langue française dans les industries agricole et agroalimentaire de l'Ontario, 2006 et 2016, op. cit., p. 9.*



ÉCONOMIE

Une analyse par région obtenue en commande spéciale auprès de Statistique Canada indique que les entrepreneurs âgés de plus de 50 ans dont la langue maternelle est le français sont proportionnellement plus nombreux dans le Nord et l'Est de l'Ontario que dans le Sud. Le Sud comprend les régions du Centre et du Sud-Ouest, ainsi que la région métropolitaine de Toronto.

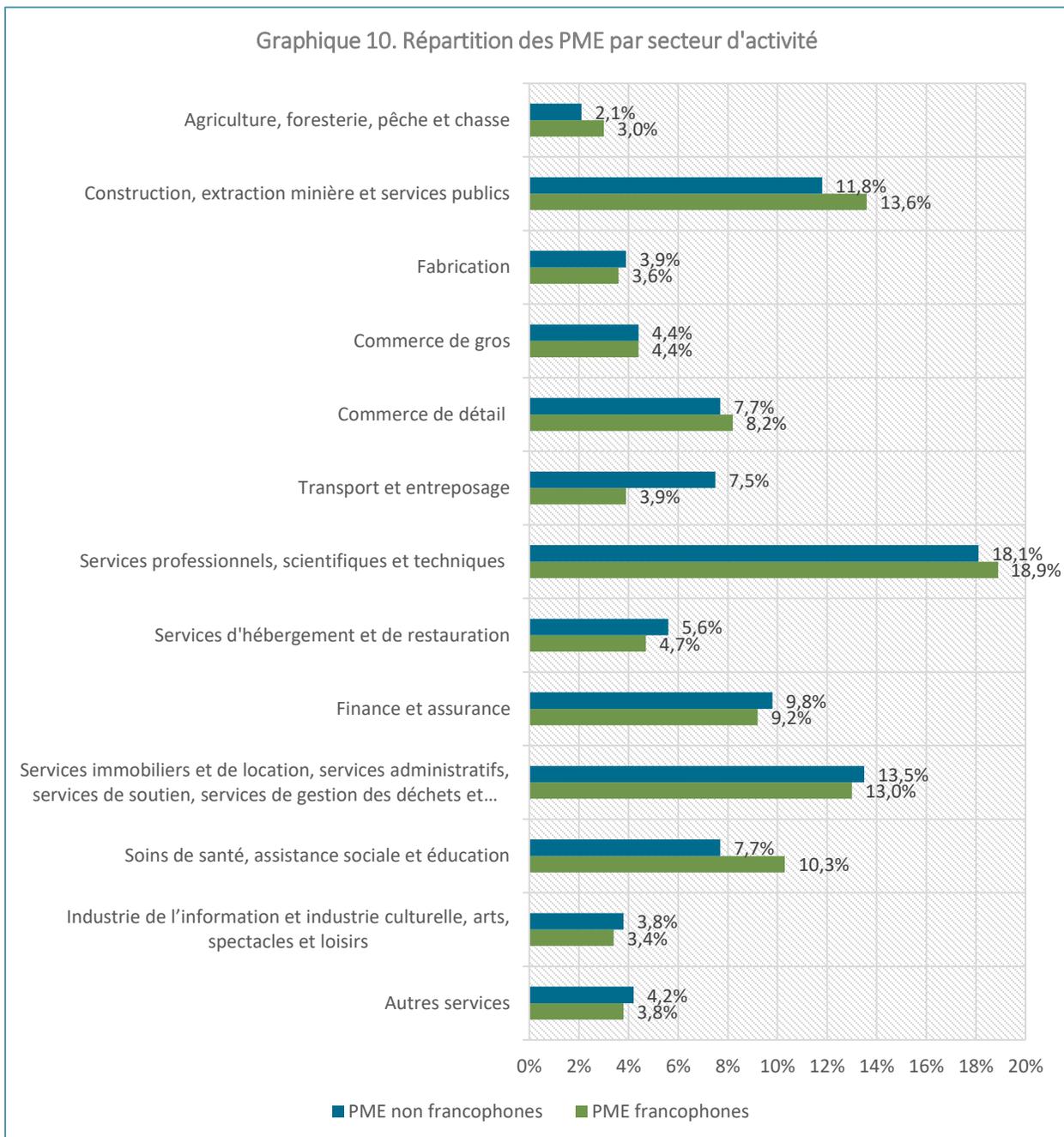
On peut également observer que la proportion d'entrepreneurs de langue maternelle française âgés de plus de 50 ans est plus importante en région rurale (66 %) qu'en région urbaine (59 %). Seule la région de l'Est compte une proportion plus élevée d'entrepreneurs âgés de moins de 40 ans, soit 20 % comparativement à 16 % à l'échelle provinciale.





ÉCONOMIE

Comme le démontre le graphique suivant, c'est dans les secteurs Services professionnels, scientifiques et techniques (18,9 %); Construction, extraction minière et services publics (13,6 %); Services immobiliers et de location, services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et d'assainissement (13 %); et Soins de santé, assistance sociale et éducation (10,3 %) que l'on retrouve le plus grand nombre de PME francophones en nombres absolus. À eux seuls, ces secteurs regroupent plus de la moitié des PME de la province, toutes langues confondues.

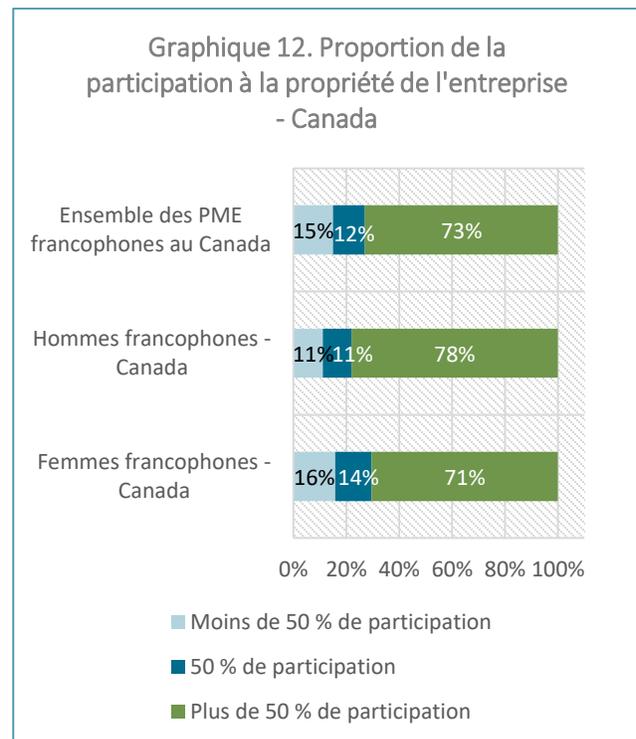
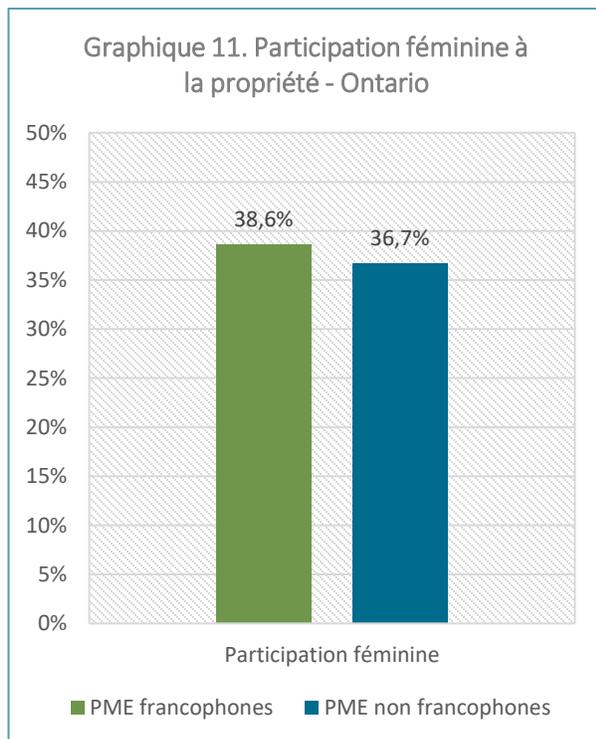




ÉCONOMIE

La proportion de PME francophones est supérieure à celle des entrepreneurs anglophones dans les secteurs Services professionnels, scientifiques et techniques; Construction, extraction minière et services publics; Soins de santé, assistance sociale et éducation; Agriculture, foresterie, pêche et chasse; et Commerce de détail.

Plus du tiers des PME en Ontario, toutes langues confondues, sont gérées en partie ou en totalité par des femmes. La proportion de PME francophones comptant une participation féminine à la propriété est très semblable à celle des PME non francophones. Fait à noter, les femmes représentent 51 % de la population de l'Ontario, tous âges confondus, tandis que chez les francophones, la proportion est légèrement supérieure, à 53 %.

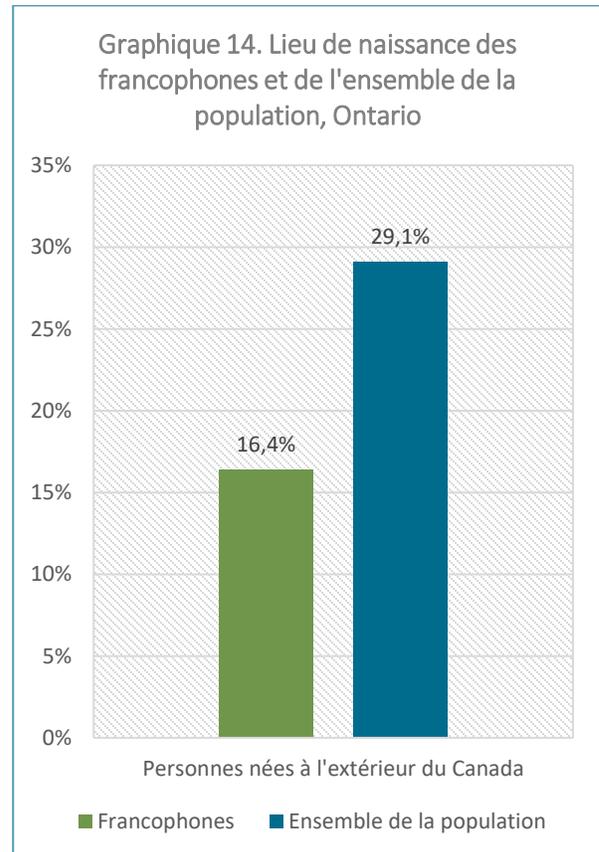
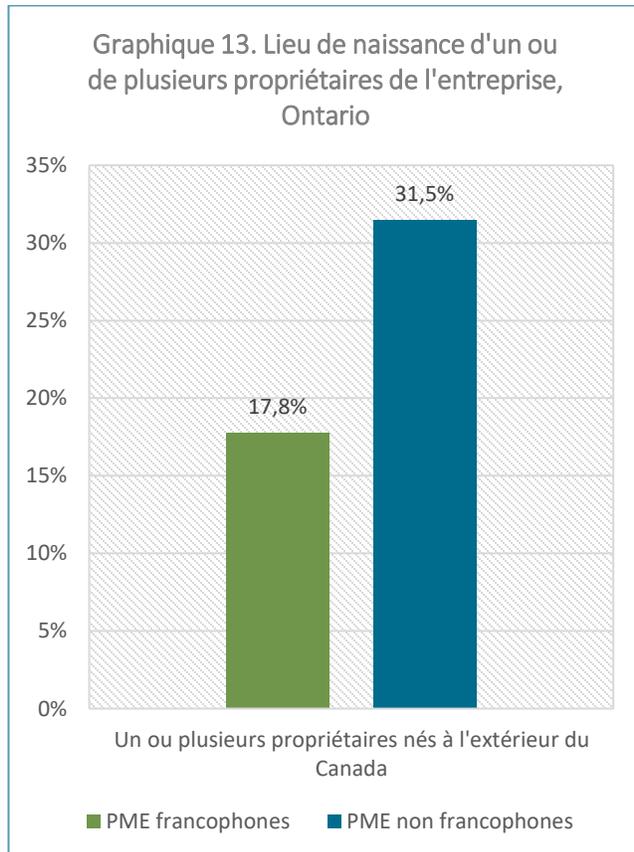


Les données au sujet de la proportion de la participation à la propriété ne sont pas disponibles pour les femmes francophones en Ontario. Elles sont seulement disponibles à l'échelle nationale. On peut observer dans le graphique 12 que la proportion de femmes francophones détenant plus de 50 % de l'entreprise est légèrement inférieure à celle des hommes au pays. Ainsi, 7 femmes francophones entrepreneures sur 10 possèdent plus de 50 % de parts dans une entreprise au Canada.

Selon les données, la proportion d'entreprises appartenant à des personnes nées à l'extérieur du Canada est largement inférieure chez les francophones (17,8 %) comparativement aux anglophones



(31,5 %). Il est cependant important de noter que cet écart correspond à peu près à la composition de la population de l'Ontario. En effet, selon le Recensement de 2016, 16,4 % des francophones de la province sont nés à l'extérieur du Canada¹⁷, comparativement à 29,1 % de l'ensemble de la population¹⁸.



Ainsi, la proportion de personnes nées à l'extérieur du Canada possédant une entreprise, toutes langues confondues, est supérieure à leur poids démographique. Une étude réalisée par Statistique Canada en 2016 à l'échelle du pays donne la même indication. En effet, selon cette étude, après quelques années au Canada, les immigrants sont proportionnellement plus nombreux à posséder une entreprise privée constituée en société ou à être travailleur autonome que les personnes nées au Canada¹⁹. C'est ce qui explique en partie pourquoi la proportion de propriétaires nés à l'extérieur du Canada, toutes langues confondues, est supérieure à leur poids démographique.

¹⁷ Gouvernement de l'Ontario. *Profil de la population francophone de l'Ontario - 2016*, op. cit.

¹⁸ Ontario. *Feuille de renseignements 8 : Immigration*, <https://www.ontario.ca/fr/document/faits-saillants-du-recensement-2016/feuille-de-renseignements-8-immigration>, site consulté en avril 2022.

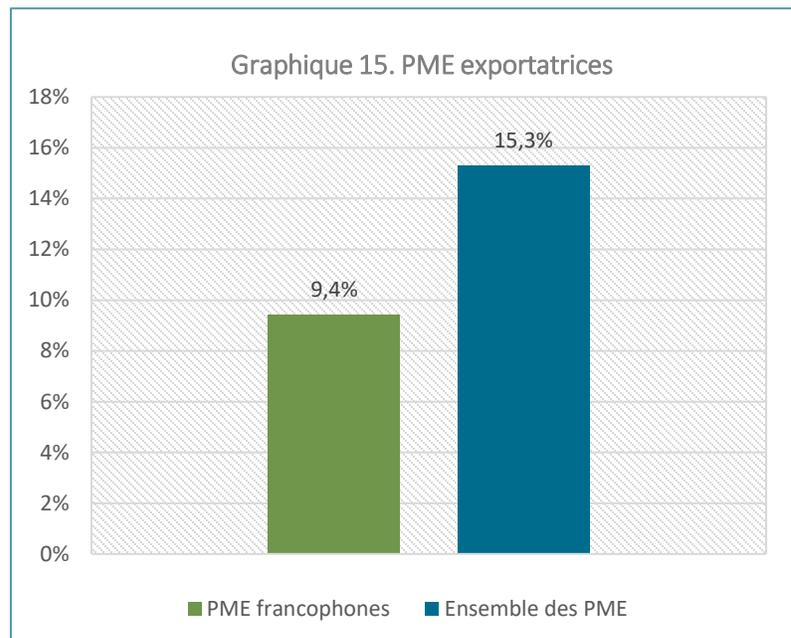
¹⁹ Statistique Canada. *Immigration, propriété d'entreprises et emploi au Canada*, mars 2016, p. 6.



Toujours selon l'étude, les entreprises privées constituées en société appartenant à des immigrants, toutes langues confondues, se trouvaient principalement dans cinq grandes industries en 2010, soit les services professionnels, scientifiques et techniques; le commerce de détail; les services d'hébergement et de restauration; le transport; et l'entreposage et la construction²⁰.

Afin de déterminer la proportion d'entreprises francophones exportatrices en Ontario, nous avons consulté les données de l'Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises 2017. Cette enquête vise uniquement les PME de 1 à 499 employés qui génèrent un revenu annuel brut de 30 000 \$ ou plus. Les données fournies à Innovation, Sciences et Développement économique Canada à partir de la BDCEE n'incluaient pas ce type d'analyse.

Selon cette enquête, environ 14 557 entreprises francophones au pays (en incluant le Québec) exportaient en 2017. On entend par « exportation » les ventes à l'extérieur du Canada. En pondérant ces données en fonction du nombre d'entreprises francophones dans chacune des provinces et chacun des territoires, il est possible d'estimer qu'environ 9,4 % des PME francophones en Ontario ciblées dans cette enquête (environ 1 000 PME) exportaient en 2017, comparativement à 15,3 % des PME de la province, soit un écart de 6 points de pourcentage.



²⁰ *Ibid.*, p. 7.



2.2 Portrait des travailleurs francophones ou bilingues en Ontario

L'Ontario est le moteur économique du Canada. Plus de 14 millions de personnes y vivent, soit 40 % de la population du pays, et la province représente 37 % du produit intérieur brut (PIB) du Canada. Près d'un Ontarien sur trois est né à l'extérieur du Canada. La population se compose de plus de 200 différentes ethnies.

La province compte également la plus importante population francophone au Canada après le Québec, soit plus de 550 000 personnes, et 1,5 million de personnes y sont bilingues, c'est-à-dire qu'elles parlent le français et l'anglais. Près du quart (24 %) des personnes bilingues au Canada vivent en Ontario. Cette proportion passe à plus de 56 % si l'on exclut le Québec²¹.

En Ontario, en 2016, près de 1 million de travailleurs (908 420 personnes), soit 11,6 % de la main-d'œuvre, étaient francophones ou bilingues. Leur apport économique représentait une tranche de 12,1 % du PIB de la province, soit près de 80 milliards de dollars²².

En 2016, les travailleurs bilingues produisaient 12,1 % du PIB de l'Ontario, soit 76,5 milliards de dollars.

Soulignons qu'en Ontario, 63 % des travailleurs francophones ou bilingues en emploi en 2016 avaient obtenu un diplôme universitaire, comparativement à 47 % des travailleurs anglophones. De plus, une fois sur le marché du travail, les travailleurs bilingues gagnaient annuellement en moyenne 8 464 \$ de plus que les anglophones unilingues²³.

Selon les données de 2016, en Ontario, plus de la moitié des travailleurs francophones ou bilingues se retrouvent dans cinq secteurs principaux : les services d'enseignement (13,1 %), les administrations publiques (13 %), les soins de santé (10,4 %), le commerce de détail (9,4 %) et les services professionnels, scientifiques et techniques (9 %).

²¹ Statistique Canada. *Ontario [Province] et Canada [Pays] (tableau). Profil du recensement, Recensement de 2016*, produit n° 98-316-X2016001 au catalogue de Statistique Canada. Diffusé le 29 novembre 2017, <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/prof/index.cfm?Lang=F>, site consulté le 22 avril 2022.

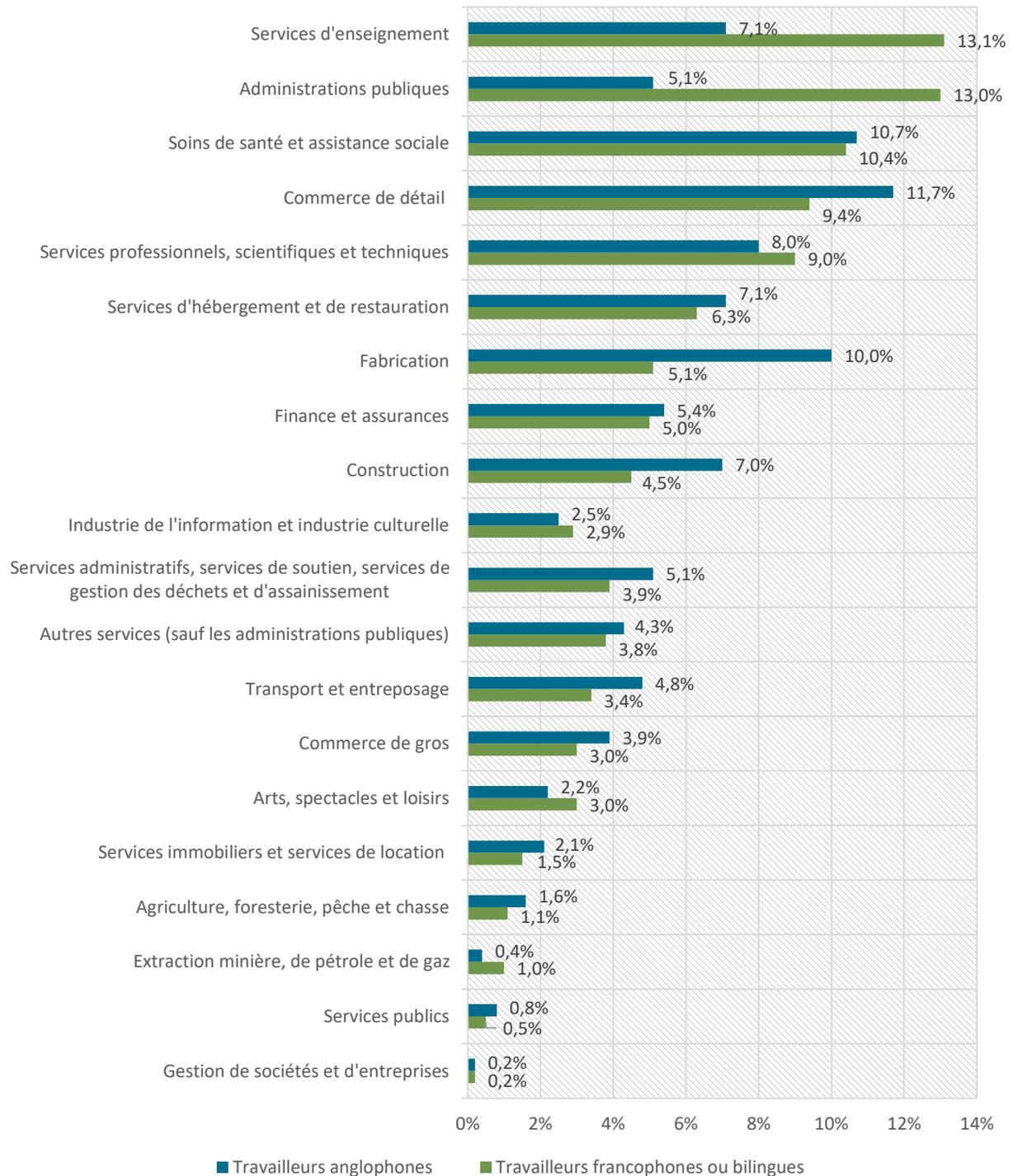
²² Conference Board du Canada. *Le bilinguisme anglais-français hors Québec : un portrait économique des bilingues au Canada*, op. cit., p. 31 et p. 61.

²³ Statistique Canada. *Sexe, industrie, revenu d'emploi, situation professionnelle, plus haut niveau de certification, domaines d'études, connaissance des langues officielles pour la population de 15 ans et plus au Canada et en Ontario, 2016* [tableau de données : totalisation personnalisée].



ÉCONOMIE

Graphique 16. Secteurs d'emploi des travailleurs francophones ou bilingues et des travailleurs anglophones

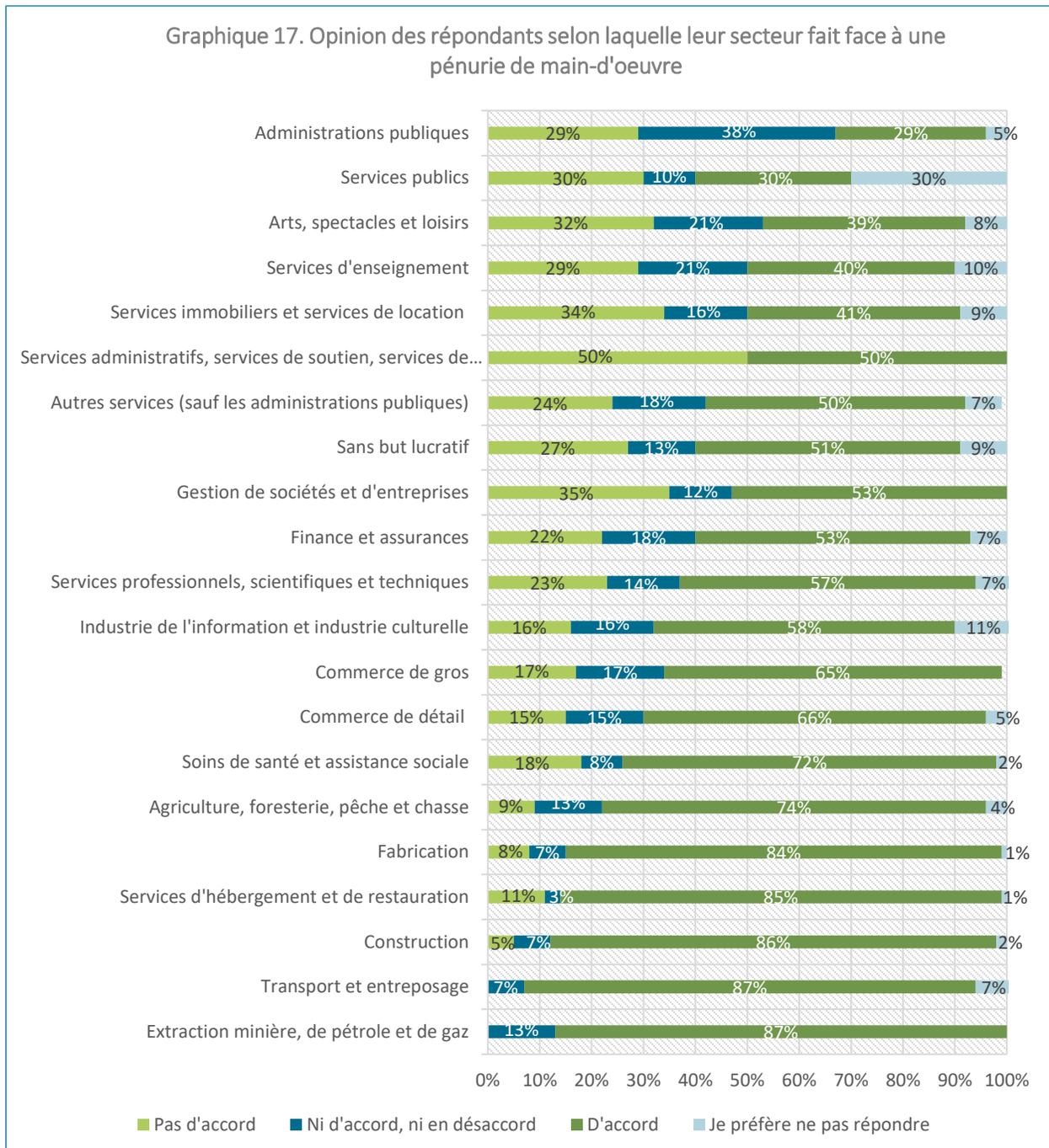




ÉCONOMIE

Or, selon le rapport économique publié par la Chambre de commerce de l'Ontario en 2022 rendant compte des résultats d'un sondage en ligne auprès de ses membres mené du 6 octobre au 19 novembre 2021, trois des cinq secteurs où l'on retrouve la plus grande proportion de travailleurs bilingues, soit les soins de santé; les services professionnels, scientifiques et techniques; et le commerce de détail, sont touchés par une importante pénurie de main-d'œuvre.

Graphique 17. Opinion des répondants selon laquelle leur secteur fait face à une pénurie de main-d'œuvre





ÉCONOMIE

Selon les répondants, cette pénurie devrait se poursuivre à long terme²⁴. Les données concernant le secteur de l'éducation et de l'administration publique doivent être traitées avec prudence, étant donné que les conseils scolaires et les représentants gouvernementaux ne sont habituellement pas membres de chambres de commerce et n'ont pas été sondés.

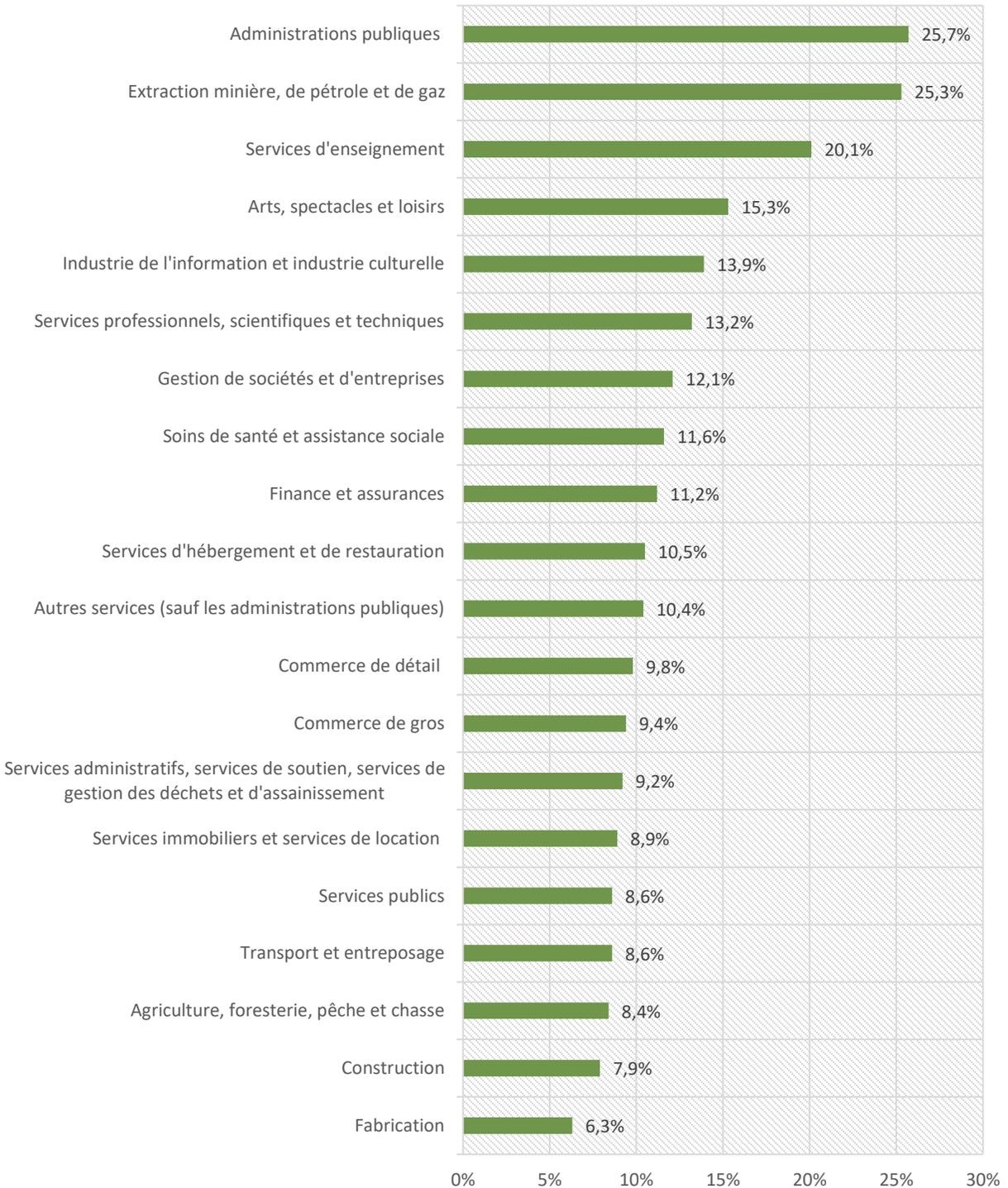
Toujours selon cette étude, les secteurs qui présentent les pénuries de main-d'œuvre les plus importantes, selon les répondants, sont l'extraction minière, de pétrole et de gaz (87 %), le transport et l'entreposage (87 %), la construction (86 %), les services d'hébergement et de restauration (85 %) et la fabrication (84 %). Comme le démontre le graphique 18, tous ces secteurs, à l'exception de celui de l'extraction minière, de pétrole et de gaz, sont ceux où les travailleurs francophones ou bilingues sont sous-représentés comparativement à leur représentation d'ensemble au sein de la main-d'œuvre ontarienne (11,6 %).

La forte proportion de travailleurs francophones ou bilingues dans le secteur de l'extraction minière, soit 25,3 %, peut s'expliquer par le fait que la grande majorité des mines se trouvent dans le Nord-Est de la province, où 22,6 % de la population est francophone.

²⁴ Chambre de commerce de l'Ontario. *2022 Ontario Economic Report*, <https://occ.ca/wp-content/uploads/2022-Ontario-Economic-Report.pdf>, p. 15, site consulté en mai 2022.



Graphique 18. Représentation des travailleurs francophones ou bilingues





ÉCONOMIE

La représentation des travailleurs francophones ou bilingues est également supérieure à la moyenne provinciale dans les domaines des services d'enseignement, des arts, spectacles et loisirs, des services professionnels, scientifiques et techniques, et de la gestion de sociétés et d'entreprises. La proportion de travailleurs dans les domaines des soins de santé et de l'assistance sociale, ainsi que de la finance et des assurances, se compare au pourcentage total de travailleurs francophones ou bilingues en Ontario (11,6 %).

Des études ponctuelles ont été réalisées au cours des dernières années, ciblant particulièrement les besoins en main-d'œuvre bilingue dans différentes régions de la province. Le Conseil local de planification en matière d'emploi du Nord-Ouest indiquait, dans un rapport publié en mars 2019, que la demande de travailleurs bilingues dans cette région se trouvait principalement dans les services de santé, les ventes et les services et les professions commerciales, financières et administratives²⁵.

Une autre étude réalisée en mars 2019 pour les conseils scolaires de langue française, les centres d'alphabétisation pour adultes francophones et les deux collèges d'arts appliqués de technologie de langue française de la province concluait que la demande de personnel non qualifié et d'apprentis bilingues demeurerait forte au cours des prochaines années dans les secteurs de la construction, du transport, des soins personnels, de la restauration, du soutien administratif de la fabrication et du service à la clientèle²⁶.

Finalement, une étude des besoins et de l'intérêt à l'égard de la création d'une université de langue française dans le Centre-Sud-Ouest de l'Ontario réalisée pour le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Formation professionnelle de l'Ontario en 2017 faisait état de pénuries importantes de main-d'œuvre bilingue dans cette région dans les services d'enseignement, les soins de santé et l'assistance sociale, les finances et les assurances, l'information, et les services professionnels, scientifiques et techniques²⁷.

Selon les données obtenues en commande spéciale, en 2016, plus du tiers des travailleurs francophones ou bilingues (36 %) avaient étudié principalement dans les domaines des affaires, gestion et administration publique ou des sciences sociales et comportementales ou du droit, tandis que 41 % des travailleurs anglophones avaient obtenu un diplôme en affaires, gestion et

²⁵ Commission de planification de la main-d'œuvre du Nord Supérieur. *Les écarts d'emploi bilingues dans le Nord-Ouest de l'Ontario : Analyse quantitative et qualitative*, mars 2019, <https://www.nswpb.ca/wp-content/uploads/2020/10/2019.04.17-Les-ecart-demploi-bilingue-rapport-final-pdf>, site consulté en mai 2022.

²⁶ Axion. *Pénurie de main-d'œuvre francophone et bilingue en Ontario*, mars 2019, p. 5.

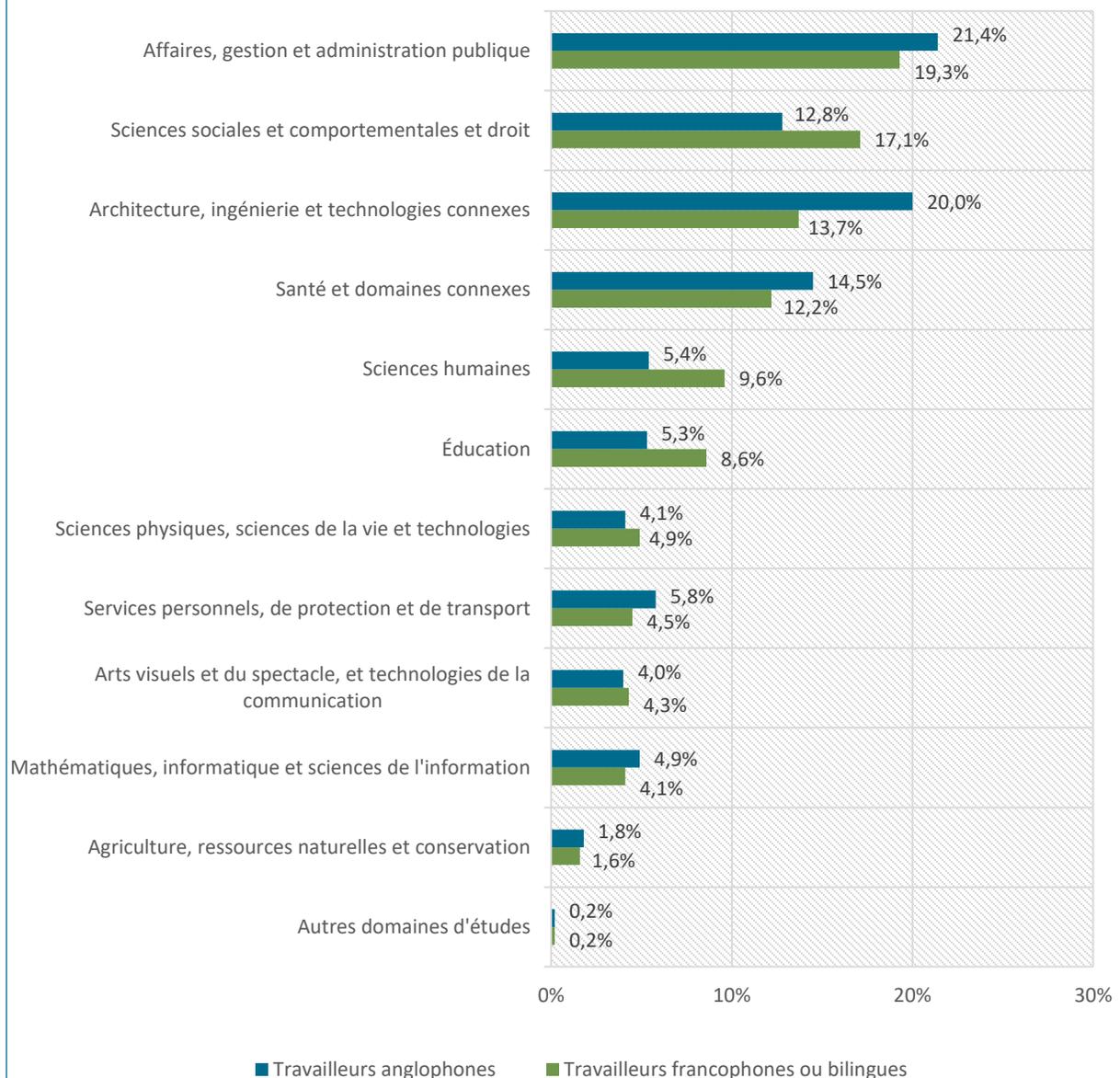
²⁷ Malatest. *L'étude des besoins et de l'intérêt à l'égard de la création d'une université de langue française dans le Centre-Sud-Ouest de l'Ontario*, mai 2017, http://www.tcu.gov.on.ca/epep/publications/Malatest_Final_Report_MAESD_FLU_2017_fr.pdf, p. 40, site consulté en juin 2022.



ÉCONOMIE

administration publique ou en architecture, génie et technologies connexes. Les travailleurs francophones ou bilingues étaient également plus nombreux que les anglophones à avoir étudié dans les domaines des sciences humaines et de l'éducation.

Graphique 19. Domaines d'études postsecondaires des travailleurs, Ontario





Les données ne permettent pas d'effectuer une analyse détaillée par secteur d'activité à cause des différents systèmes de collecte de données utilisés. On note toutefois certains écarts entre les domaines d'études des travailleurs et la proportion de travailleurs bilingues dans ces mêmes domaines. Les différences les plus marquées concernent les administrations publiques et l'éducation, où la proportion de travailleurs bilingues dépasse largement la proportion de personnes ayant étudié dans ces domaines. Il est cependant important de noter que les services d'enseignement incluent les écoles élémentaires et secondaires et les collèges et universités, ainsi que les services de soutien à l'enseignement comme les écoles de développement personnel, des programmes d'échanges étudiants ou les services de tests pédagogiques²⁸.

2.3 Constats de l'analyse

Les constats nous permettront de cerner les enjeux économiques touchant plus particulièrement la francophonie ontarienne.

En premier lieu, il faut rappeler que le pourcentage de PME francophones, soit environ 4,3 % des entreprises en 2017, est légèrement supérieur au pourcentage de la population francophone (4,1 %) dans son ensemble, tel que défini par Statistique Canada en 2016. Cette proportion est cependant inférieure à celle de la population francophone lorsqu'on utilise la définition inclusive de francophone établie par le gouvernement de l'Ontario en 2009. En effet, selon cette définition, les francophones représentent 4,7 % de la population ontarienne²⁹.

De 2010 à 2017, la proportion d'entreprises francophones est demeurée stable à 4,3 % selon le rapport produit pour Innovation, Sciences et Développement économique Canada à l'hiver 2022³⁰.

Il faut noter que le nombre d'entreprises non francophones a augmenté de 17 % en 7 ans en Ontario, passant de 569 350 à 666 245 entreprises. Le nombre d'entreprises francophones a augmenté de près de 19 % au cours de la même période, passant de 25 370 à 30 150 entreprises. Seul le Nord de la province accuse un déficit quant à la proportion d'entreprises appartenant à au moins un francophone (13,9 %) en comparaison à la proportion de francophones (15,4 %) dans cette région.

²⁸ Statistique Canada. *Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) Canada 2012*, https://www23.statcan.gc.ca/imdb/p3VD_f.pl?Function=getVD&TVD=118464&CVD=118471&CPV=611710&CST=01012012&CLV=5&MLV=5, site consulté en avril 2022.

²⁹ Gouvernement de l'Ontario. *Profil de la population francophone de l'Ontario – 2016*, <https://www.ontario.ca/fr/page/profil-de-la-population-francophone-de-lontario-2016#section-0>, site consulté en juin 2022.

³⁰ Statistique Canada, *Official language minority business definitions – potential and limitations*, op. cit., p. 54.



ÉCONOMIE

La moitié des entreprises en Ontario, toutes langues confondues, ne comptent aucun employé. Cela dit, comme l'indique le graphique 5 dans la section précédente, la proportion d'entreprises créatrices d'emplois est plus importante chez les francophones que chez les non francophones. De plus, les entreprises francophones ont été proportionnellement plus nombreuses à générer des revenus supérieurs à 50 000 \$ en 2016. Non seulement les entreprises francophones sont créatrices d'emplois, mais elles contribuent à la richesse de la province.

Les exploitants agricoles de langue française sont plus nombreux à générer de faibles revenus comparativement aux fermes de l'ensemble de la province, mais la superficie de leur propriété est plus importante que celle des fermes non exploitées par des francophones. Selon le rapport produit par Statistique Canada en janvier 2021, ces différences peuvent être attribuables aux types de cultures associés aux fermes ayant un propriétaire francophone (p. ex., culture du foin, grandes cultures) et à leur concentration dans des régions où les conditions climatiques sont plus rigoureuses, soit l'Est et le Nord de la province³¹.

L'âge des entrepreneurs et des exploitants agricoles est cependant plus préoccupant, et ce, pour l'ensemble des entreprises de la province. En effet, plus de la moitié des entreprises et des exploitations agricoles, toutes langues confondues, ont un propriétaire de 50 ans ou plus. Or, les études démontrent les nombreuses difficultés liées à la vente de telles entreprises : financement des actifs, fluctuation des revenus, resserrement des normes environnementales, hausse des coûts de production, et acquisition de terres par des sociétés non agricoles. Ces enjeux freinent le transfert des terres à la relève agricole³².

La situation est encore plus préoccupante pour les PME dans le Nord et l'Est de la province, principalement en région rurale, puisque plus des deux tiers des personnes de langue maternelle française responsables de la prise de décision étaient âgées de plus de 50 ans en 2016. A priori, cette situation semblerait aussi préoccupante pour les PME francophones que pour les autres, mais il est important de noter que le bassin d'acheteurs potentiels francophones est beaucoup plus restreint que le bassin d'acquéreurs anglophones.

³¹ Statistique Canada, *Portrait des travailleurs de langue française dans les industries agricole et agroalimentaire de l'Ontario, 2006 et 2016, op. cit.*, p. 56.

³² Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois. *Agriculture et agroalimentaire : assurer et bâtir l'avenir*, 2008, http://www.caaaq.gouv.qc.ca/userfiles/File/Dossiers%2012%20fevrier/RapportFr_haute.pdf, site consulté en mai 2022.



ÉCONOMIE

Il faut donc se demander ce qu'il adviendra des services à la clientèle francophone si la PME est rachetée par des intérêts non francophones ou si l'entreprise ne trouve simplement pas preneur. La langue de travail sera-t-elle le français si la personne responsable de la prise de décision est anglophone? Le bilinguisme sera-t-il un enjeu important lors de l'embauche de personnel? Ces questions amènent au premier plan la relève de l'entrepreneuriat francophone et la délicate situation du transfert d'entreprises.

Un autre écart important a trait aux exportations. Selon les estimations, la proportion de PME francophones exportatrices est inférieure de 6 points de pourcentage à celle de l'ensemble des PME. Malgré le nombre important de francophones en Ontario (52,9 % des francophones à l'extérieur du Québec) et d'entreprises francophones dans la province (49,7 % des PME francophones à l'extérieur du Québec), la province accuse un retard comparativement aux autres entreprises de la francophonie pancanadienne ou internationale. La province a tout à gagner à prendre sa place sur la scène internationale par une plus forte présence de ses entreprises francophones. De plus, elle dispose des outils pour le réaliser, compte tenu de sa présence à l'Organisation internationale de la Francophonie en tant que membre observateur et de sa vigueur économique. Plusieurs secteurs où l'on retrouve bon nombre de PME francophones, dont l'éducation, l'extraction minière, les services professionnels, scientifiques et techniques, la santé et les arts, offrent des avenues de développement des exportations auprès de pays francophones.

Le taux de participation féminine à la propriété est très semblable chez les PME francophones et chez les PME non francophones. Toutefois, les données sur l'entrepreneuriat féminin ont été compilées avant la pandémie. Selon les renseignements disponibles à l'heure actuelle, la pandémie pourrait avoir touché plus durement les femmes francophones propriétaires que les hommes. En effet, un sondage mené par le Conseil sur la stratégie industrielle concernant les incidences de la COVID-19 sur les entreprises indique que les entreprises dirigées par des femmes prévoient une baisse de revenus de 44 % pour 2020. En général, les femmes étaient également plus préoccupées par leur viabilité future³³, entre autres parce qu'elles sont plus susceptibles de détenir des entreprises nouvelles et plus petites et qu'elles ont été plus nombreuses à devoir mettre à pied une grande partie de leurs effectifs³⁴. Cette question ne doit pas passer sous silence. La participation féminine à la propriété ne devrait pas accuser un recul additionnel chez les francophones.

³³ Conseil sur la stratégie industrielle. *Redémarrer, relancer, repenser la prospérité de tous les Canadiens*, mai 2020, [https://www.ic.gc.ca/eic/site/062.nsf/vwapj/00118a_fr.pdf/\\$file/00118a_fr.pdf](https://www.ic.gc.ca/eic/site/062.nsf/vwapj/00118a_fr.pdf/$file/00118a_fr.pdf), p. 25, site consulté en avril 2022.

³⁴ *Ibid.*, p. 41.



Finalement, la proportion de propriétaires d'entreprise nés à l'extérieur du Canada est très comparable à leur poids au sein de la population, tant chez les francophones que chez les anglophones. Il n'est cependant pas possible, compte tenu des limites dans les données obtenues, de connaître les secteurs d'activités de ces propriétaires ou leur type d'entreprise. Une étude réalisée par Statistique Canada en 2016 indiquait en effet que pour plusieurs immigrants travailleurs autonomes non constitués en société, l'entrepreneuriat est une activité secondaire. Ceux pour lesquels le travail autonome était la principale source de revenus étaient très peu nombreux à avoir des employés rémunérés³⁵.

De plus, les études démontrent que les entrepreneurs immigrants ont été durement touchés par la pandémie, au même titre que les femmes entrepreneures. Aux États-Unis, plus du tiers des entrepreneurs immigrants ont indiqué avoir subi des pertes substantielles depuis le début de la pandémie³⁶. La même réalité s'applique fort probablement au Canada. Le Conseil sur la stratégie industrielle faisait état des difficultés vécues par les entrepreneurs autochtones ou membres d'une minorité visible, qui sont propriétaires d'un grand nombre d'entreprises dans les domaines du tourisme, de l'accueil, du commerce de détail et des services³⁷.

Les travailleurs francophones ou bilingues constituent un rouage essentiel de l'économie de la province. La pénurie de ces travailleurs dans de nombreux secteurs clés de l'économie et dans plusieurs régions nuit non seulement à la prestation de services directs à la population par les gouvernements et les organismes communautaires, mais elle risque également d'entraîner des carences dans les services, une perte de clientèle ou de contrats, ou encore des investissements non réalisés par les entreprises³⁸.

C'est pourquoi il est essentiel de pouvoir compter sur un nombre suffisant de travailleurs bilingues dans plusieurs secteurs névralgiques. Une analyse initiale des secteurs d'activités a mis en exergue une pénurie importante de travailleurs dans les domaines de l'administration et de l'éducation, ainsi

³⁵ Statistique Canada. *Immigration, propriété d'entreprises et emploi au Canada*, op. cit., p. 7.

³⁶ Forbes. *A Conversation On The Importance Of Immigration On Entrepreneurship With Ali Noorani, President And CEO Of The National Immigration Forum*, <https://www.forbes.com/sites/rhettbuttle/2020/10/15/a-conversation-on-the-importance-of-immigration-on-entrepreneurship-with-ali-noorani-president-and-ceo-of-the-national-immigration-forum/?sh=35f1da887c93>, site consulté en mars 2021.

³⁷ Conseil sur la stratégie industrielle. *Redémarrer, relancer, repenser la prospérité de tous les Canadiens*, op. cit., p. 88.

³⁸ Conseil des ministres sur la francophonie canadienne. *Vers un portail national des besoins non comblés en matière de main-d'œuvre bilingue*, mars 2021, https://cmfc-mccf.ca/wp-content/uploads/2021/09/2021-03-22_Vers-un-portrait-national-besoins-non-combles-mdo-bilingue_final_web.pdf, p. 14, site consulté en juin 2022.



ÉCONOMIE

qu'une sous-représentation des travailleurs bilingues dans les secteurs primaires, la construction, les services publics, le commerce, le transport et la distribution et le tourisme. Des études sectorielles réalisées au cours des dernières années dans le domaine de la santé et de la petite enfance mettent en évidence de réelles lacunes dans plusieurs régions de la province. Des études plus poussées sont cependant nécessaires afin de mesurer l'ampleur de la demande de travailleurs bilingues dans les différentes régions et les divers secteurs de l'économie.



Source : Société économique de l'Ontario



II. Enjeux stratégiques

À partir des données et constats exposés aux pages précédentes, nous avons cerné cinq enjeux prioritaires pour le développement de l'économie franco-ontarienne :

- Accroître le bassin de travailleurs bilingues dans les secteurs névralgiques
- Bâtir la relève entrepreneuriale francophone
- Créer les conditions propices à la conquête de marchés francophones
- Stimuler la croissance entrepreneuriale au féminin
- Favoriser l'essor entrepreneurial chez les immigrants

Pour chacun des enjeux, nous élaborons des cibles à atteindre, des pistes à suivre et des recommandations d'actions pour y arriver.

3.1 Accroître le bassin de travailleurs bilingues dans les secteurs névralgiques

Une économie francophone florissante dépend non seulement de la présence d'entreprises francophones ou bilingues qui produisent des biens et des services, mais également de travailleurs qualifiés capables de s'exprimer dans la ou les langues de travail.

Il serait fort opportun de réaliser des analyses supplémentaires pour préciser l'ampleur de la pénurie de travailleurs bilingues dans les divers secteurs et les différentes régions de la province. Nous savons déjà que les secteurs de la petite enfance, de l'éducation, de l'agriculture, du commerce et de l'hébergement et de la restauration, ainsi que certains domaines de la santé, sont des domaines névralgiques en manque de personnel francophone ou bilingue. Des études plus poussées devraient également être réalisées dans des domaines comme le tourisme, l'administration publique, la justice ou l'agroalimentaire pour bien comprendre les nombreuses facettes de la pénurie de travailleurs francophones ou bilingues en Ontario.

Des actions concertées s'imposent entre les établissements postsecondaires bilingues et de langue française et les gouvernements pour faciliter la venue d'étudiants internationaux en provenance de pays francophones; accélérer la reconnaissance des acquis des immigrants de langue française conformément aux recommandations du Livre blanc sur l'immigration francophone en Ontario; augmenter le nombre de places dans certains programmes d'études (p. ex., éducation en français); ou élaborer de nouveaux programmes d'études en français ou bilingues dans des secteurs où sévissent des pénuries de travailleurs bilingues. Des actions ont déjà été prises par des



ÉCONOMIE

établissements postsecondaires et des associations provinciales dans ces dossiers, comme la mise en place de nouveaux programmes en sciences infirmières et en pharmacie en français ou l'élaboration de stratégies de recrutement et de formation pointues en éducation.

Recommandation 1

Que le gouvernement fédéral adopte les recommandations du rapport du Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration de la Chambre des communes et revoie le recrutement et l'acceptation d'étudiants étrangers en provenance de pays francophones³⁹ afin d'atténuer la pénurie de main-d'œuvre.

Recommandation 2

Que le gouvernement provincial accélère l'approbation et le financement de nouvelles places ou de nouveaux programmes de formation en français dans les domaines où sévissent des pénuries de travailleurs bilingues.

Recommandation 3

Que soit mise en œuvre sans délai la recommandation 10 du Livre blanc sur l'immigration francophone en Ontario, c'est-à-dire que le gouvernement provincial mobilise les ordres professionnels, les syndicats et les établissements postsecondaires qui offrent des programmes en français afin d'améliorer et d'accélérer le processus de reconnaissance des acquis et de mise à niveau des compétences pour les immigrants francophones, dans le but de faciliter et d'accélérer leur entrée sur le marché du travail

³⁹ Chambre des communes. *Traitement différentiel dans le recrutement et les taux d'acceptation des étudiants étrangers au Québec et dans le reste du Canada*, <https://www.noscommunes.ca/DocumentViewer/fr/44-1/CIMM/rapport-8/page-66#12>, site consulté en juin 2022.



Recommandation 4

Que le gouvernement provincial appuie financièrement la réalisation d'études ciblées dans les domaines du tourisme, du commerce, de l'administration publique, de la justice et de l'agroalimentaire dans l'objectif de préciser l'ampleur de la pénurie de travailleurs bilingues dans les différentes régions de la province.

Recommandation 5

Que le gouvernement provincial mette en place un projet pilote de recrutement de travailleurs étrangers temporaires en provenance de pays francophones ou francophiles. À l'image des [Journées Québec](#), la stratégie comprendrait des missions virtuelles pour les entrepreneurs et les organisations souhaitant recruter des travailleurs temporaires francophones ou bilingues⁴⁰. Le projet pilote serait d'une durée minimale de trois ans, prévoyant l'embauche de 1 000 travailleurs étrangers. Ce projet pourrait s'inscrire dans le Programme ontarien des candidats à l'immigration et ciblerait particulièrement les communautés francophones partout en Ontario. Cette cible serait en sus du nombre actuel d'immigrants francophones accueillis annuellement par l'entremise de ce programme.

⁴⁰ Le Soleil numérique. 17 missions internationales pour recruter 3 000 travailleurs, <https://www.lesoleil.com/2022/04/25/17-missions-internationales-pour-recruter-3000-travailleurs-a8ec64b34fc916b5631a962f83e6fce2>, site consulté en avril 2022.



3.2 Bâtir la relève entrepreneuriale francophone

Comme mentionné précédemment, le défi de la relève entrepreneuriale francophone est bien réel. Il faut relever ce défi pour maintenir la proportion de PME francophones et éviter un déclin au cours des 10 prochaines années. La disparition d'entreprises francophones entraînerait une diminution de l'offre de services en français dans les communautés.

En 2031, un minimum de 4,3 % des PME de la province appartiendront toujours à des francophones.

C'est pourquoi il est important qu'en 2031, les entreprises francophones représentent toujours un minimum de 4,3 % de l'ensemble des PME de la province.

Tout d'abord, il faudrait cerner avec précision les secteurs et régions qui risquent d'être les plus touchés par le vieillissement des propriétaires et la vente ou la fermeture des entreprises. Des recherches additionnelles permettraient de cibler les secteurs et les régions qui seront les plus durement touchés au cours des prochaines années (p. ex., secteur agricole ou régions rurales du Nord et de l'Est).

Par la suite, il serait tout indiqué d'établir une stratégie de repérage, de sensibilisation et de formation de la relève (les acquéreurs potentiels). Enfin, il faudrait appuyer les acheteurs potentiels dans leurs démarches de jumelage avec les propriétaires (les cédants) afin d'assurer le succès du transfert des entreprises.

Recommandation 6

Que le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral financent des études afin de cibler les régions et secteurs qui seront les plus touchés par le vieillissement des propriétaires et la vente ou la fermeture d'entreprises francophones.



Recommandation 7a

Que le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral investissent dans la création d'un centre de transfert d'entreprises francophones. Ce centre faciliterait le entrepreneuriat et fournirait des conseils et de la formation aux cédants et aux repreneurs francophones. Un tel centre agirait comme facilitateur indépendant afin de favoriser la pérennité des entreprises francophones en Ontario.

Recommandation 7b

Que le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral investissent dans un fonds de transfert d'entreprises, en collaboration avec le secteur privé et d'autres intervenants comme la Banque de développement du Canada. Ce fonds offrirait des taux privilégiés, des avantages concurrentiels et des conseils pratiques à des membres d'une famille, des cadres d'entreprise ou des particuliers ou investisseurs afin de faciliter le transfert d'entreprise.

3.3 Créer les conditions propices à la conquête de marchés francophones

Selon l'étude réalisée conjointement par l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario et le Conference Board du Canada en 2018, la participation de l'Ontario à l'Organisation internationale de la Francophonie et l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne pourraient se traduire par plus d'occasions d'échanges pour les entreprises francophones de la province⁴¹.

En 2031, 13 % des PME* francophones de la province feront de l'exportation.

⁴¹ Assemblée de la francophonie de l'Ontario et Conference Board du Canada. *L'Ontario, le commerce et les avantages du bilinguisme anglais-français*, p. 7.

*On parle ici des entreprises comptant de 1 à 499 travailleurs et qui génèrent un revenu annuel brut de 30 000 \$ ou plus.



ÉCONOMIE

En tenant compte de cette nouvelle réalité, il est envisageable qu'en 2031, 13 % des PME francophones de 1 à 499 employés et générant des revenus annuels bruts de 30 000 \$ ou plus (environ 1 500) fassent de l'exportation.

Afin d'atteindre cette cible, trois stratégies devraient être déployées : la participation pleine et entière de la province à la Francophonie internationale; la sensibilisation des PME francophones aux possibilités offertes par l'exportation; et la promotion des entreprises ontariennes au sein des marchés francophones.

Recommandation 8

Que le gouvernement de l'Ontario devienne membre de plein droit de l'Organisation internationale de la Francophonie, au même titre que le Nouveau-Brunswick et le Québec.

Recommandation 9a

Que des ministères provinciaux et fédéraux investissent dans des activités de formation et de mentorat afin de préparer les entreprises francophones à se tailler une place sur la scène internationale.

Recommandation 9b

Que ces mêmes ministères et agences investissent dans des activités de promotion et de réseautage des entreprises (en mode présentiel ou virtuel) au sein des marchés francophones afin d'offrir des vitrines aux entreprises et organismes francophones de l'Ontario.



3.4 Stimuler la croissance entrepreneuriale au féminin

Les femmes constituent un peu plus de la moitié de la population francophone de l'Ontario. Il est normal d'envisager qu'à plus long terme, la participation féminine à la propriété des entreprises francophones se rapproche de la place que les femmes occupent au sein de la population, soit 53 %. Il est cependant impensable, d'ici 2031, d'augmenter de 15 % la participation féminine à la propriété. Cette progression doit se faire de façon graduelle et c'est pourquoi, d'ici 2031, la cible de participation féminine à la propriété devrait atteindre 42 % chez les femmes francophones.

En 2031, les femmes détiendront 42 % des PME francophones, en totalité ou en partie.

Pour y arriver, nous prévoyons une stratégie de sensibilisation, conjuguée à du mentorat et du financement.

Une campagne de sensibilisation inciterait les femmes à se lancer en entrepreneuriat. Cette campagne comprendrait entre autres la présentation de différents modèles d'entrepreneuriat, ainsi que d'exemples concrets d'entreprises de toutes sortes et de toutes tailles menées par des femmes francophones.

Il serait également très opportun de poursuivre les programmes de mentorat et d'accompagnement actuels sur plusieurs années (par exemple, 5 à 7 ans avec possibilité de renouvellement) afin d'assurer une continuité pour les entreprises en démarrage.

Finalement, il serait essentiel de mettre en place un fonds de financement d'appoint (p. ex., prêts sans intérêt ou bourses de démarrage) qui servirait de bougie d'allumage pour le démarrage de petites entreprises ou encore de levier pour permettre d'obtenir un financement plus important auprès d'institutions financières.

Recommandation 10a

Que le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral financent une campagne d'envergure pour la sensibilisation à l'entrepreneuriat féminin auprès de clientèles cibles (élèves de l'élémentaire et du secondaire, nouvelles immigrantes, étudiantes de niveau collégial ou universitaire).



Recommandation 10b

Que le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral poursuivent le financement de programmes de mentorat et d'accompagnement par et pour les francophones et les rendent accessibles partout à travers la province.

Recommandation 10c

Que le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral investissent dans un fonds d'appoint pour les femmes entrepreneures, en collaboration avec le secteur privé et d'autres intervenants comme la Banque de développement du Canada.

3.5 Favoriser l'essor entrepreneurial chez les immigrants

Les entrepreneurs immigrants sont proportionnellement plus nombreux que les personnes nées au Canada à être propriétaires d'une entreprise ou à exercer un travail autonome. Cependant, ces entreprises sont souvent de petite taille et ne suffisent pas nécessairement à subvenir aux besoins des personnes qui les dirigent. En effet, selon une étude réalisée par Statistique Canada et publiée en 2016, environ 40 % des entreprises constituées en société appartenant à des immigrants comptaient un employé ou moins en 2010, comparativement à environ 25 % des entreprises privées appartenant à des personnes non immigrantes⁴². Aucune donnée précise n'est disponible concernant les entreprises appartenant à des personnes immigrantes francophones en Ontario. Cependant, on peut présumer que ces pourcentages sont sensiblement les mêmes.

En 2031, seulement 30 % des PME constituées en société ayant un propriétaire francophone né à l'extérieur du Canada compteront un employé ou moins.

⁴² Statistique Canada. *Immigration, propriété d'entreprises et emploi au Canada*, op. cit., p. 13.



ÉCONOMIE

Il est donc possible d'envisager qu'en 2031, seulement 30 % des PME constituées en société ayant un propriétaire francophone né à l'extérieur du Canada comptent un employé ou moins.

Pour y arriver, nous prévoyons une stratégie en deux volets : un service de type « conciergerie » et un appui financier.

Le service de type « conciergerie » aiderait les entrepreneurs immigrants à naviguer le système et la bureaucratie ontarienne et canadienne, à décrocher du financement gouvernemental et à obtenir des contrats publics. Ce serait un service d'accompagnement offert par des personnes qui connaissent bien les rouages du milieu des affaires et des programmes connexes.

Le programme de financement d'appoint, similaire à celui mentionné à la rubrique précédente, faciliterait la croissance des entreprises des immigrants francophones.

Il serait également nécessaire, afin de bien comprendre les réalités et besoins distincts des entrepreneurs immigrants francophones, de mener des études et des analyses statistiques en fonction du lieu de naissance et de la première langue officielle parlée.

Recommandation 11a

Que le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral financent un service de type « conciergerie » pour 5 à 7 ans et le rendent accessible aux entrepreneurs francophones immigrants partout à travers la province.

Recommandation 11b

Que les ministères provinciaux et fédéraux investissent dans un fonds d'appoint pour les entrepreneurs immigrants francophones, en collaboration avec le secteur privé et d'autres intervenants comme la Banque de développement du Canada.

Recommandation 11c

Que le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral financent des études afin de dresser le portrait des entrepreneurs immigrants francophones (nombre, secteurs d'activités, répartition régionale, activités d'exportation, etc.)



Conclusion

L'Ontario compte près de 50 % des PME francophones du Canada hors Québec. Les travailleurs bilingues de la province représentent plus de 50 % des travailleurs francophones et bilingues en contexte minoritaire au Canada, et leurs activités génèrent 12 % du PIB de la province.

L'Ontario peut s'enorgueillir de la présence de plusieurs organismes de développement économique francophone : l'Union des cultivateurs franco-ontariens (350 membres qui représentent 3 200 entreprises agricoles francophones partout en province), le Conseil de la coopération de l'Ontario (10 coopératives et 19 entreprises d'économie sociale) et la Fédération des gens d'affaires francophones de l'Ontario (14 organisations au service de plus de 4 000 PME et gens d'affaires partout en Ontario).

Plusieurs autres organisations appuient quotidiennement le développement économique des communautés francophones, pour ne nommer que la Société économique de l'Ontario, la Fondation franco-ontarienne et les sociétés d'aide au développement des collectivités francophones et bilingues.

Le présent livre blanc dresse le portrait de l'économie franco-ontarienne et en fait ressortir certains atouts et défis clés. L'économie franco-ontarienne fait partie intégrante de l'économie provinciale et offre une forte valeur ajoutée, mais ce rôle pourrait être multiplié si les organisations économiques francophones et leurs membres obtenaient les véritables moyens de leurs ambitions.

Ce document fixe des cibles à atteindre au cours des 10 prochaines années, ainsi que des pistes d'action claires pour y parvenir. Ce livre blanc met la table pour entamer une discussion avec les gouvernements afin d'innover et de permettre aux entreprises francophones et aux travailleurs de réaliser leur plein potentiel.



Annexe

Tableau récapitulatif des recommandations

| | Ministères provinciaux concernés | | | | | | Ministères et organismes fédéraux concernés | | | | | |
|---|----------------------------------|---------------------------------------|--|---|--|-------------------------|---|---------------------|--|---|-----------------------------------|--------------------------------------|
| | Affaires francophones | Affaires civiles et Multiculturalisme | Développement économique, Création d'emplois et Commerce | Agriculture, Alimentation et Affaires rurales | Développement du Nord, des Mines, des Richesses naturelles et des Forêts | Collèges et Universités | Travail, Formation et Développement des compétences | Patrimoine canadien | Innovation, Sciences et Développement économique | Agences fédérales de développement économique pour le Nord et le Sud de l'Ontario | Banque de développement du Canada | Immigration, Réfugiés et Citoyenneté |
| 1. Revoir le recrutement et l'acceptation d'étudiants étrangers en provenance de pays francophones afin d'atténuer la pénurie de main-d'œuvre. | | | | | | | | | | | | X |
| 2. Accélérer l'approbation et le financement de nouvelles places ou de nouveaux programmes de formation en français dans les domaines où sévissent des pénuries de travailleurs bilingues. | | | | | | X | X | | | | | |
| 3. Améliorer et accélérer le processus de reconnaissance des acquis et de mise à niveau des compétences pour les immigrants francophones, dans le but de faciliter et d'accélérer leur entrée sur le marché du travail. | | | | | | | X | | | | | |
| 4. Appuyer la réalisation d'études ciblées dans l'objectif de préciser l'ampleur de la pénurie de travailleurs bilingues dans les différentes régions de la province. | X | | | | | | | | | | | |



| | Ministères provinciaux concernés | | | | | | | Ministères et organismes fédéraux concernés | | | | |
|--|----------------------------------|---------------------------------------|--|---|--|-------------------------|---|---|--|---|-----------------------------------|--------------------------------------|
| | Affaires francophones | Affaires civiles et Multiculturalisme | Développement économique, Création d'emplois et Commerce | Agriculture, Alimentation et Affaires rurales | Développement du Nord, des Mines, des Richesses naturelles et des Forêts | Collèges et Universités | Travail, Formation et Développement des compétences | Patrimoine canadien | Innovation, Sciences et Développement économique | Agences fédérales de développement économique pour le Nord et le Sud de l'Ontario | Banque de développement du Canada | Immigration, Réfugiés et Citoyenneté |
| 5. Mettre en place un projet pilote de recrutement de travailleurs étrangers temporaires en provenance de pays francophones ou francophiles. | X | | | | | | | | | | | X |
| 6. Financer des études afin de cibler les régions et secteurs qui seront les plus touchés par le vieillissement des propriétaires et la vente ou la fermeture d'entreprises francophones. | X | | X | X | X | | | X | X | | | X |
| 7a. Investir dans la création d'un centre de transfert d'entreprises francophones. | X | | X | X | X | | | X | | | | X |
| 7b. Investir dans un fonds de transfert d'entreprises. | X | | X | X | X | | | X | | | X | |
| 8. Obtenir l'adhésion de l'Ontario comme membre de plein droit de l'Organisation internationale de la Francophonie. | X | | | | | | | | | | | |
| 9a. Investir dans des activités de formation et de mentorat afin de préparer les entreprises francophones à se tailler une place sur la scène internationale. | | | X | X | X | | | | X | | | X |
| 9b. Investir dans des activités de promotion et de réseautage des entreprises au sein des marchés francophones afin d'offrir des vitrines aux entreprises et organismes francophones de l'Ontario. | X | | X | X | X | | | | X | | | X |



| | Ministères provinciaux concernés | | | | | | | Ministères et organismes fédéraux concernés | | | | |
|--|----------------------------------|--|--|---|--|-------------------------|---|---|--|---|-----------------------------------|--------------------------------------|
| | Affaires francophones | Affaires civiques et Multiculturalisme | Développement économique, Création d'emplois et Commerce | Agriculture, Alimentation et Affaires rurales | Développement du Nord, des Mines, des Richesses naturelles et des Forêts | Collèges et Universités | Travail, Formation et Développement des compétences | Patrimoine canadien | Innovation, Sciences et Développement économique | Agences fédérales de développement économique pour le Nord et le Sud de l'Ontario | Banque de développement du Canada | Immigration, Réfugiés et Citoyenneté |
| 10a. Financer une campagne d'envergure pour la sensibilisation à l'entrepreneuriat féminin auprès de clientèles cibles. | X | | X | X | X | | X | | X | X | | |
| 10b. Poursuivre le financement de programmes de mentorat et d'accompagnement par et pour les francophones et les rendre accessibles partout à travers la province. | X | | X | X | X | | | | X | X | | |
| 10c. Investir dans un fonds d'appoint pour les femmes entrepreneures. | | | X | X | X | | | | X | X | X | |
| 11a. Financer un service de type « conciergerie » et le rendre accessible aux entrepreneurs francophones immigrants partout à travers la province. | X | X | X | X | X | | | | X | X | | |
| 11b. Investir dans un fonds d'appoint pour les entrepreneurs immigrants francophones. | | | X | X | X | | | | X | X | X | |
| 11c. Financer des études afin de dresser le portrait des entrepreneurs immigrants francophones. | X | X | X | | | | | | X | X | | |



Bibliographie

Assemblée de la francophonie de l'Ontario et Conference Board du Canada. *L'Ontario, le commerce et les avantages du bilinguisme anglais-français*, p. 7.

Axion. *Pénurie de main-d'œuvre francophone et bilingue en Ontario*, mars 2019, p. 5.

Chambre de commerce de l'Ontario. *2022 Ontario Economic Report*, <https://occ.ca/wp-content/uploads/2022-Ontario-Economic-Report.pdf>, p. 15, site consulté en mai 2022.

Chambre des communes. *Traitement différentiel dans le recrutement et les taux d'acceptation des étudiants étrangers au Québec et dans le reste du Canada*, <https://www.noscommunes.ca/DocumentViewer/fr/44-1/CIMM/rapport-8/page-66#12>, site consulté en juin 2022.

Commissariat aux langues officielles. *Infographie : Le fait français en Ontario*, <https://www.clo-ocol.gc.ca/fr/statistiques/infographiques/presence-francophone-ontario>, site consulté en avril 2022.

Commission de planification de la main-d'œuvre du Nord Supérieur. *Les écarts d'emploi bilingues dans le Nord-Ouest de l'Ontario : Analyse quantitative et qualitative*, mars 2019, <https://www.nswpb.ca/wp-content/uploads/2020/10/2019.04.17-Les-ecart-demploi-bilingue-rapport-final-.pdf>, site consulté en mai 2022.

Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois. *Agriculture et agroalimentaire : assurer et bâtir l'avenir*, 2008, http://www.caaq.gouv.qc.ca/userfiles/File/Dossiers%2012%20fevrier/RapportFr_haute.pdf, site consulté en mai 2022.

Conference Board du Canada. *Le bilinguisme anglais-français hors Québec : un portrait économique des bilingues au Canada*, novembre 2018, https://acufc.ca/wp-content/uploads/2019/01/Etude-Bilinguisme_Conference-Board_2018.11.pdf, site consulté en avril 2022.

Conseil des ministres sur la francophonie canadienne, *Vers un portail national des besoins non comblés en matière de main d'œuvre bilingue*, mars 2021, p.14, https://cmfc-mccf.ca/wp-content/uploads/2021/09/2021-03-22_Vers-un-portrait-national-besoins-non-combles-mdo-bilingue_final_web.pdf, site consulté en juin 2022.

Conseil sur la stratégie industrielle. *Redémarrer, relancer, repenser la prospérité de tous les Canadiens*, mai 2020, [https://www.ic.gc.ca/eic/site/062.nsf/vwapj/00118a_fr.pdf/\\$file/00118a_fr.pdf](https://www.ic.gc.ca/eic/site/062.nsf/vwapj/00118a_fr.pdf/$file/00118a_fr.pdf), p. 25, site consulté en avril 2022.

Fédération des gens d'affaires francophones de l'Ontario. *Profil sommaire de l'économie franco-ontarienne*, mars 2021, <https://fedefranco.ca/wp-content/uploads/2021/05/FGA-Profil-sommaire-de-leconomie-franco-ontarienne.pdf>, site consulté en avril 2022.



ÉCONOMIE

Forbes. *A Conversation On The Importance Of Immigration On Entrepreneurship With Ali Noorani, President And CEO Of The National Immigration Forum*,

<https://www.forbes.com/sites/rhettbuttle/2020/10/15/a-conversation-on-the-importance-of-immigration-on-entrepreneurship-with-ali-noorani-president-and-ceo-of-the-national-immigration-forum/?sh=35f1da887c93>, site consulté en mars 2021.

Gouvernement du Canada. *Principales statistiques relatives aux petites entreprises – 2020*,

https://www.ic.gc.ca/eic/site/061.nsf/fra/h_03126.html, site consulté en avril 2022.

Le Soleil numérique. *17 missions internationales pour recruter 3 000 travailleurs*,

<https://www.lesoleil.com/2022/04/25/17-missions-internationales-pour-recruter-3000-travailleurs-a8ec64b34fc916b5631a962f83e6fce2>, site consulté en avril 2022.

Malatest. *L'étude des besoins et de l'intérêt à l'égard de la création d'une université de langue française dans le Centre-Sud-Ouest de l'Ontario*, mai 2017,

http://www.tcu.gov.on.ca/epep/publications/Malatest_Final_Report_MAESD_FLU_2017_fr.pdf, site consulté en juin 2022.

Ontario. *Feuille de renseignements 8 : Immigration*, <https://www.ontario.ca/fr/document/faits-saillants-du-recensement-2016/feuille-de-renseignements-8-immigration>,

site consulté en avril 2022.

RDÉE Canada. *Livre blanc : Prospérité économique des francophones et Acadiens*, janvier 2016, p. 30.

Statistique Canada et Innovation, Sciences et Développement économique Canada. *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises 2017*, novembre 2018,

[https://www.ic.gc.ca/eic/site/061.nsf/vwapj/SFGSME-EFCPME_2017_fra_revised_March-21.pdf/\\$file/SFGSME-EFCPME_2017_fra_revised_March-21.pdf](https://www.ic.gc.ca/eic/site/061.nsf/vwapj/SFGSME-EFCPME_2017_fra_revised_March-21.pdf/$file/SFGSME-EFCPME_2017_fra_revised_March-21.pdf), site consulté en avril 2022.

Statistique Canada, *Official language minority business definitions – potential and limitations*, janvier 2022 (document non publié), consulté en avril 2022.

Statistique Canada. *Immigration, propriété d'entreprises et emploi au Canada*, mars 2016,

https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/11f0019m/11f0019m2016375-fra.pdf?st=L_-kmK6-, site consulté en avril 2022.

Statistique Canada. *Ontario [Province] et Canada [Pays] (tableau). Profil du recensement, Recensement de 2016*, produit n° 98-316-X2016001 au catalogue de Statistique Canada. Diffusé le 29 novembre 2017, <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/prof/index.cfm?Lang=F>, site consulté en avril 2022.

Statistique Canada. *Portrait des travailleurs de langue française dans les industries agricole et agroalimentaire de l'Ontario, 2006 et 2016*, janvier 2021,

<https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/89-657-x/89-657-x2021001-fra.pdf?st=VnTmg-La>, site consulté en avril 2022.

Statistique Canada. *Sexe, industrie, revenu d'emploi, situation professionnelle, plus haut niveau de certification, domaines d'études, connaissance des langues officielles pour la population de 15 ans et plus au Canada et en Ontario, 2016* [tableau de données : totalisation personnalisée].



ÉCONOMIE

Statistique Canada. *Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) Canada 2012*,

https://www23.statcan.gc.ca/imdb/p3VD_f.pl?Function=getVD&TVD=118464&CVD=118471&CPV=611710&CST=01012012&CLV=5&MLV=5, site consulté en avril 2022.



**L'ASSEMBLÉE DE LA
FRANCOPHONIE DE L'ONTARIO**

Tél. : (613) 744-6649 | Sans frais : 1-866-596-4692
435 rue Donald, bureau 336,
Ottawa (Ontario) K1K 4X5
monassemblee.ca

**FÉDÉRATION DES GENS D'AFFAIRES
FRANCOPHONES DE L'ONTARIO**

Tél. : (416) 979-9494
277, rue Richmond Ouest, bureau 200
Toronto (Ontario) M5V 1X1
fedefranco.ca